

MISE A JOUR DE L'ANALYSE COMMUNE PAYS DU NIGER 2023

RESUME EXECUTIF

La mise à jour de l'Analyse Commune Pays (ACP) du Niger intervient dans un contexte politique difficile avec le changement anticonstitutionnel intervenu le 26 Juillet 2023 et l'annonce de la prise de pouvoir par le Conseil National de la Sauvegarde de la Patrie (CNSP). Contrairement à la précédente ACP qui a été élaborée après des consultations profondes avec des institutions internationales et nationales, y compris différents ministères et institutions étatiques, les Organisations de la société civile (OSC), cette mise à jour s'est faite sous la supervision de l'équipe du Bureau de la Coordination des Nations Unies au Niger, avec les points focaux des différentes agences—résidentes et non-résidentes—des Nations Unies au Niger et en étroite collaboration avec l'équipe de la gestion des programmes ou Programme Management Team (PMT).

Pour rappel, l'ACP est un exercice mandataire et essentiel qui a pour objet de « procéder à l'examen de la situation politique, économique, sociale, humanitaire et environnementale du pays, et d'apprécier les progrès enregistrés dans la mise en œuvre de l'agenda 2030 notamment les progrès accomplis vers l'atteinte des Objectifs de développement durable (ODD), particulièrement en ce qui concerne les femmes, les filles et les groupes les plus vulnérables en application du principe « Ne laisser personne de côté ». Utilisant l'approche NEXUS, la mise à jour a mis en exergue les problèmes émergents et leurs différentes causes, les défis et opportunités du Niger depuis l'élaboration du précédent.

Aux termes de cet exercice inclusif et participatif, les points saillants suivants sont à noter :

S'agissant de **l'économie**, l'ACP a relevé que le contexte macroéconomique nigérien qui était des plus favorables en Afrique avec un taux de croissance estimé à 11,9% en 2022 et un taux d'inflation contenu à 1% pour avril 2023 a radicalement changé depuis le coup d'état du 26 juillet et les sanctions économiques et commerciales infligées par la CEDEAO : un ralentissement de la croissance économique est prévu avec un taux de croissance estimé à 4,1% en 2023 contre 6,9% avant le coup d'État.

En outre, avec la baisse significative de ses recettes fiscales et non-fiscales, le Niger risque de faire face à d'autres défauts de paiements dans le futur si la crise perdure. En prévision de ces risques d'insolvabilité financière du pays, l'agence de notation Moody's a dégradé la note du Niger de Ba à Caa, ce qui signifie qu'au vu de son risque très élevé le Niger empruntera à des taux d'intérêt élevés sur le marché boursier.

S'agissant de la **situation politique**, en dépit des contraintes auxquelles il fait face, le régime militaire du CNSP continue de consolider son pouvoir avec la mise en place d'une Commission nationale de lutte contre la délinquance économique, financière et fiscale (COLDEFF) visant à lutter contre la corruption, et aussi d'une Cour d'État en charge du traitement des litiges administratifs et de conseils au gouvernement et parlement après la suspension de la constitution.

S'agissant du volet **développement ou capital humain du NEXUS**, il faut noter :

Concernant **l'éducation**, la dégradation de la situation sécuritaire dans certaines zones du pays, notamment Tillabéry, a occasionné la fermeture de plusieurs écoles. Le Ministère de l'Éducation Nationale du Niger avait relevé que 921 écoles, dont 891 établissements primaires et 30 du secondaire, étaient fermées dans la région de Tillabéry, soit 79.829 élèves privés de leur droit à l'éducation. Au-delà de la dégradation de la sécurité, le système éducatif nigérien est confronté à des défis infrastructurelle et démographique. En plus de la croissante démographique galopante qui exerce une pression énorme sur son système éducatif, les classes en paillote posent un défi supplémentaire car occasionnant en cas d'incendies des dégâts énormes et morts d'innocents enfants ;

Concernant la **santé**, en dépit des progrès notables réalisés ces dix dernières années, le système sanitaire nigérien continue d'être confronté à plusieurs défis, y compris l'accès aux soins de qualité, la persistance des maladies transmissibles et non transmissibles, la persistance des maladies à potentiel épidémique, pauvre couverture en assurance maladie et le financement du secteur. La crise politique actuelle est venue exacerber les problèmes existants avec la pénurie de médicaments due aux sanctions économiques et commerciales imposées par la CEDEAO.

S'agissant du volet **gouvernance, paix et sécurité**, Il faut noter que bien que le processus de la décentralisation est bien avancé en dépit de nombreuses difficultés dont font face l'État et ses partenaires, notamment la faiblesse de leurs capacités techniques et institutionnelles et l'insuffisance de ressources financières et humaines. Au-delà du climat d'incertitude et de méfiance, le coup d'État du 26 Juillet a engendré une polarisation ethnique et politique dans certaines zones du pays entre certaines communautés.

S'agissant du volet **humanitaire**, le Niger continue d'être confronté à plusieurs urgences humanitaires qui défient les capacités de réponse de l'État. L'insécurité dans certaines zones du pays, couplée à l'instabilité croissante dans les pays voisins entraînent un afflux de réfugiés et de déplacés internes. Selon les estimations des partenaires humanitaires, le nombre de personnes vulnérables qui auront besoin d'assistance en 2024 s'articulera autour de 4,5 millions de personnes, soit une augmentation de 5% par rapport aux personnes dans le besoin recensé en 2023.

En outre, la crise politique et les sanctions économiques et commerciales ont eu des impacts néfastes sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle, la situation des droits de l'homme et le genre.

Une analyse des scénarii de sortie de crise a été également faite dans le but de mieux préparer l'équipe pays aux différentes éventualités. A la suite de cette analyse, le scénario le plus probable dégagé est celui d'une transition avec reconnaissance du CNSP.

I. Introduction

La mise à jour de l'Analyse Commune Pays (ACP) du Niger s'élabore dans un contexte difficile avec la crise politico-militaire débutée le 26 juillet 2023 suite à la séquestration du Président démocratiquement élu, M. Bazoum Mohamed et l'annonce de la prise de pouvoir par une junte militaire dirigée par le Général Abdourahamane Tchiani. Cette prise de pouvoir

a été suivie de la suspension de la constitution du pays et d'autres institutions émanant de cette dernière.

Face à ce brusque changement institutionnel, la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et d'autres partenaires techniques et financiers (PTFs) ont décidé d'imposer des sanctions économiques et financières, y compris la suspension de la fourniture de l'électricité au Niger par le Nigéria et aussi la suspension des appuis budgétaires et des aides au développement.

En vue d'accompagner efficacement le Niger dans son processus de développement, le système des Nations Unies au Niger élabore une Analyse Commune Pays (ACP). Cette Analyse Commune Pays vise à faire une lecture indépendante, impartiale et objective de la situation économique, sociale, politique et environnementale du pays ; il précède l'élaboration du Plan-Cadre de Coopération. Sous la nouvelle réforme du Système des Nations, cet exercice est répété annuellement avec la prise en compte des problèmes émergents.

La mise à jour de l'Analyse Commune Pays de 2023 vise deux objectifs majeurs :

- Mettre en lumière les problèmes émergents après notre première Analyse Commune Pays 2021-2022 ;
- Examiner les impacts du bouleversement de l'ordre constitutionnel et des sanctions de la CEDEAO sur le pays, les opérations du Système des Nations Unies et aussi les populations les plus vulnérables.

Pour atteindre les objectifs susmentionnés, une approche participative et inclusive a été adoptée sous la houlette du Bureau de la Coordination des Nations Unies au Niger et en étroite collaboration avec les membres de l'Equipe de la gestion des programmes ou Programme Management Team (PMT). Cette collaboration a permis de mettre en place une taskforce composée des points focaux des agences résidentes et non-résidentes du Niger et présidée par l'Économiste du Bureau de la Coordination. Contrairement à la version précédente de l'ACP qui avait commencé par des consultations avec différentes institutions nationales et internationales, cette mise à jour s'est faite avec les différents points focaux des différentes agences du Système des Nations au Niger au vu du contexte actuel.

II. Contexte du Niger

Pays enclavé du Sahel de plus de 25 millions d'habitants, le Niger est le sixième plus vaste pays d'Afrique avec un territoire d'une superficie de 1 267 000 km² et une densité de 19 habitants au KM². Le Niger partage ses frontières avec six pays, notamment l'Algérie au Nord-ouest, la Libye au Nord-Est, le Nigéria au Sud, le Bénin au Sud-ouest, le Mali et le Burkina-Faso à l'Ouest et le Tchad à l'Est. C'est un pays au potentiel immense en termes de terres et de ressources naturelles (uranium, pétrole, or, charbon, fer, etc.). Avec une forte croissance démographique (3,7%) liée à une fécondité élevée (6,2 en 2021) et une mortalité des enfants de moins de 5 ans en constante baisse, passant de 139‰ en 2010 à 123‰ en 2021 (Enquête ENAFEME, 2021), le pays se caractérise par la jeunesse de sa population puisque près de la moitié (49,4%) de ses habitants a moins de 15 ans.

Le contexte de développement est marqué par de fortes contraintes socio-économiques, climatiques, environnementales et sécuritaires, avec une forte incidence de la pauvreté monétaire au niveau national (40,8%) et en milieu rural (46,8%). La pauvreté multidimensionnelle touche 90,5% de la population et des inégalités sont observées sur le marché du travail où 70% des jeunes âgés de 15 à 24 ans (56,4%, hommes et 78% femmes) n'ont « pas en emploi, éducation ou formation ». Les personnes vivant avec un handicap représentent 4,2% de la population et font souvent l'objet de stigmatisation et d'exclusion dans l'éducation, l'emploi et la protection sociale. À l'échelle mondiale, le Niger est classé 189ème sur 191 pays dans le dernier rapport sur l'indice de développement humain en 2022.

Au plan humanitaire, la situation est marquée par d'importants mouvements de populations principalement dans les régions de Tahoua et Tillabéry. Dans ces deux régions, ce sont plus de 20 000 personnes qui se sont déplacées vers des localités plus sécurisées, fuyant l'insécurité qui reste un obstacle majeur pour l'accès aux populations dans le besoin. Cette situation exacerbe les besoins humanitaires dans un contexte où les ressources financières sont limitées. En dépit des défis financiers et opérationnels, les acteurs humanitaires ont pu assister environ 785 000 personnes au 31 mars 2023, soit 29% de la cible planifiée dans le plan de réponse humanitaire 2023. La réponse aux besoins de protection constitue un défi persistant pour le cluster protection, qui a enregistré le plus faible taux de réalisation avec seulement 3,3% de sa cible planifiée.

Le Niger continue de faire face à des défis majeurs de développement accentués par la persistance de la crise sécuritaire et la vulnérabilité de son économie aux effets du changement climatique. En outre, la conjoncture économique internationale marquée par le déclenchement de la guerre en Ukraine en février 2022, avec comme conséquences le renchérissement des prix des produits de premières nécessités, des intrants agricoles, de l'énergie et la hausse des taux d'intérêt sur les marchés financiers, a constitué un défi supplémentaire pour le pays.

C'est dans ce contexte que débute le 26 juillet 2023 la crise politico-militaire avec d'abord la séquestration du Président démocratiquement élu en 2021, M. Bazoum Mohamed, par une junte militaire dirigée par le Général Abdourahamane Tchiani, Chef de la Garde Républicaine puis l'annonce le vendredi 28 Juillet 2023 d'un coup d'État militaire par le Conseil National de Sauvegarde de la Patrie (CNSP) à la suite d'un discours à la nation. Cette prise de pouvoir par les militaires a été condamnée fermement par la communauté internationale, au nombre desquelles la France, les Etats-Unis, l'Union Européenne, l'Union Africaine et la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).

À la suite de ce coup de force, l'Union Européenne (UE) et la France entre autres ont décidé de suspendre leurs aides financières au développement notamment leurs appuis budgétaires et sécuritaires au Niger. Un sommet conjoint extraordinaire de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) s'est tenu à Abuja le 30 juillet 2023 au cours duquel un ultimatum a été lancé pour la libération du président Bazoum et son « retour complet à l'ordre constitutionnel en République du Niger » dans un délai d'une semaine. Ce, sans exclure un recours à la force si « nécessaire » pour y arriver. Il est aussi décidé d'imposer, avec effet immédiat, de multiples sanctions à l'encontre du Niger, notamment : « la fermeture des frontières terrestres et aériennes

entre les pays de la CEDEAO et le Niger », « l'établissement d'une zone d'exclusion de la CEDEAO pour tous les vols commerciaux à destination ou en provenance du Niger », « la suspension de toutes les transactions commerciales et financières », « le gel des avoirs du Niger dans les Banques centrales de la CEDEAO et dans les banques commerciales », « la suspension de toute assistance et de transactions financières en faveur du Niger par la Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO (BIDC) et la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) ». Des sanctions politiques et ciblées ont été aussi prises, notamment : « l'interdiction de voyage et gel des avoirs des officiers militaires impliqués dans la tentative de coup d'État, les membres de leurs familles et les civils acceptant de figurer dans toute institution ou tout gouvernement à mettre en place par ces officiers militaires ».

L'Union Africaine (UA) a elle posé le vendredi 04 août un ultimatum de quinze jours aux militaires pour rétablir « *l'autorité constitutionnelle* ». Washington a assuré M. Bazoum de « l'indéfectible soutien des Etats-Unis » et que le coup d'État mettrait en péril le « partenariat » entre les USA et le Niger. Dans la même veine, « l'aide humanitaire et alimentaire vitale devrait se poursuivre » alors que certains programmes d'aide seront suspendus et continueront à recevoir de l'aide à mesure que la situation évolue ». Les Pays-Bas et l'Allemagne ont suspendu leur soutien aux programmes dans le domaine de la coopération au développement et de la sécurité qui passent par le gouvernement central. Toutefois, l'Allemagne a appelé à poursuivre les "efforts de médiation" pour trouver une issue politique et éviter toute intervention armée.

Bien que le coup de force ait été dénoncé par les partenaires majeurs du pays comme portant atteinte à la gouvernance démocratique, à la paix et à la stabilité au Niger, un certain nombre de voix non négligeables à l'intérieur du pays comme à l'extérieur se sont levées pour dénoncer les sanctions imposées au Niger. Les gouvernements du Burkina et du Mali ont averti que toute intervention militaire contre le Niger serait considérée comme une déclaration de guerre contre leur pays respectif. Ils ont prévenu que toute intervention militaire contre le Niger entraînerait un retrait de leur pays de la CEDEAO ainsi que l'adoption de mesures de légitime défense en soutien aux forces armées et au peuple du Niger. De même, ils ont refusé d'appliquer les "sanctions illégales, illégitimes et inhumaines contre le peuple et les autorités nigériennes décidées à Abuja. Toutes ces voix sont préoccupées par les conséquences humanitaires desdites sanctions.

C'est dans ce contexte d'incertitude et d'angoisse que le Système des Nations Unies au Niger opère depuis le 26 Juillet 2023 en attendant la résolution effective de cette crise politico-militaire. Cette Analyse Commune Pays prend en compte non seulement les problèmes émergents depuis l'élaboration du dernier ACP 2021-2022 et ses causes mais aussi les impacts socioéconomiques potentiels de cette crise sur le Niger et les bénéficiaires des programmes du système des Nations. En outre, il vise à proposer des pistes pour la mitigation des effets néfastes de la crise sur ses programmes et projets.

III. État des lieux de la situation économique, politique, sociale et régionale

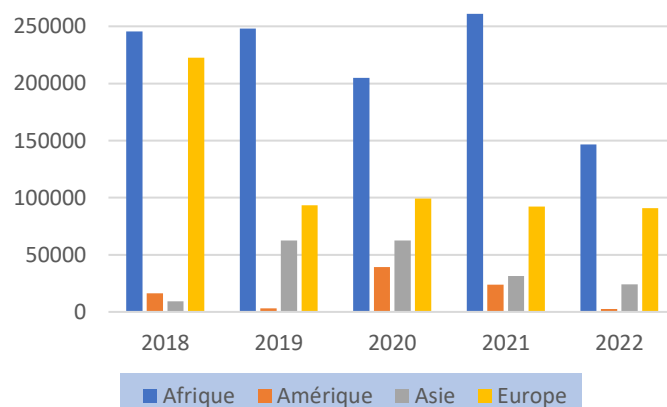
1. État des lieux de la situation économique

- **Révision à la baisse du taux de croissance économique :** La prise du pouvoir par les militaires le 26 juillet 2023 a induit un changement radical au niveau du contexte socioéconomique du pays. Le FMI prévoit ainsi un essoufflement de la croissance

économique, dans sa dernière publication des perspectives économiques (octobre 2023), en révisant sensiblement à la baisse sa prévision du taux de croissance de 2023 pour le Niger, de 7% (avant le Coup d'État) à 4,1% (actuellement). Dans la perspective de l'exportation du pétrole brut par le gouvernement nigérien par le pipeline mis en place à cet effet, l'Institution prévoit un taux de croissance de 11,1% pour 2024.

- Tendance haussière du taux d'inflation** : La situation a également entraîné une augmentation du niveau général des prix ainsi que pour les produits de première nécessité. Le FMI prévoit un taux d'inflation de 4,6% pour cette année (2023), contre une valeur de 3% dans sa publication d'octobre 2022. Le taux d'inflation pourrait même monter à 6,6% en 2024 selon l'institution. L'augmentation du niveau des prix est constatée y compris pour les biens de première nécessité. Selon l'Institut National de la Statistique du Niger (INS), entre fin juillet et fin août 2023, les prix du riz et du sorgho ont augmenté de plus de 16%, suivis par ceux du blé et du maïs (12%), du mil (6,4%) et la viande (5,2%).
- Concernant les finances publiques**, le FMI ne prévoit pas une détérioration du déficit budgétaire. Au contraire, ce dernier s'améliorerait en 2023 à - 4,9% du PIB et - 4,1% en 2024 contre - 6,8% en 2022. Cependant, une analyse conjointe de la Banque mondiale et du PAM relève que la suspension des aides au développement des Partenaires Techniques et Financiers (PTFs) induirait un manque à gagner de 3,4% du PIB et de 3,05% concernant les appuis budgétaires. Les contraintes de trésorerie associées entraîneraient une diminution de 40% du budget général de l'État ainsi que des retards dans le paiement des salaires des fonctionnaires de l'administration publique. Ce retard est aggravé par les restrictions de liquidités imposées par la BCEAO aux banques locales en application des sanctions de la CEDEAO. Ces dernières ont de plus en plus de mal à satisfaire les besoins quotidiens de retrait de liquidité des clients. La dette ne serait pas affectée par le contexte sociopolitique actuelle. Selon le FMI le ratio de la dette au PIB passerait de 50,3% en 2022 à 48,7% en 2023, puis à 46,3% en 2024, soit une amélioration continue de cet indicateur.
- Au plan commercial**, il faut souligner une dominance des exportations du Niger vers les continents africains et européens, qui à eux seuls capturent régulièrement plus de 80% des flux, l'Afrique étant la première destination. Un autre fait important, c'est la réduction drastique de la valeur des exportations entre 2021 et 2022, passant de 408,8 milliards de FCFA à 264 milliards de FCFA, soit une diminution de 35,4%. Ainsi, en 2022, les exportations du Niger vers tous les continents avaient drastiquement diminué à l'exception du continent européen où la diminution a été de moindre importance. Pour l'année 2022, avec 55,5% des exportations, l'Afrique demeure la première destination des exportations du Niger suivie de l'Europe avec 34,4%.

Graphique 1 : Évolution des exportations du Niger par continent (en millions de FCFA)



Les sanctions commerciales pourraient fortement impacter les recettes de l'État Nigérien car au niveau de l'Afrique, l'espace CEDEAO se trouve être le principal partenaire commercial du Niger en même temps qu'elle abrite les ports d'accès aux autres partenaires comme l'Europe, deuxième partenaire commercial du pays.

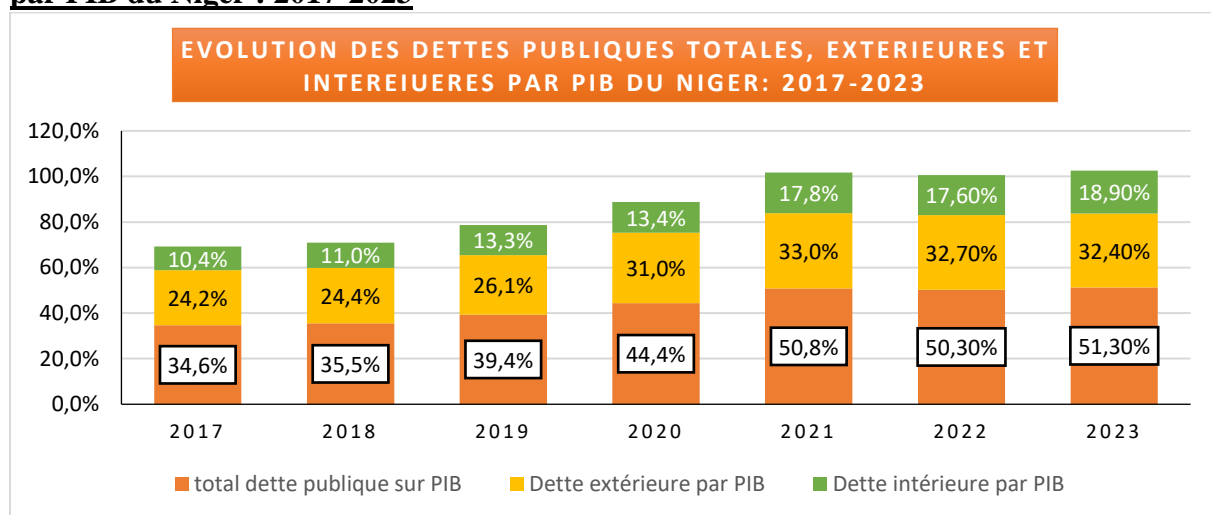
Sources : à partir des données de l'INS, 2023

1.2. Brève analyse de la dette

publique

Le Niger continue de gérer sa dette publique avec prudence et responsabilité malgré l'accentuation des défis existants avec les chocs de la Covid-19 and la crise ukrainienne. En 2022, l'encours de la dette rapporté au PIB s'est établi à 50,0% contre 50,8% en 2021 (**graphique 2**) le niveau reste toujours en dessous du seuil communautaire de 70% de l'UEMOA et 60% du FMI pour les pays les moins avancés. Dans sa stratégie de la dette, le Niger mise beaucoup plus sur les emprunts concessionnels et limite les garanties de l'État tout en étudiant minutieusement l'impact de chaque nouvel emprunt sur la viabilité de sa dette.

Graphique 2 : Évolution des dettes publiques totales, extérieures et intérieures par PIB du Niger : 2017-2023



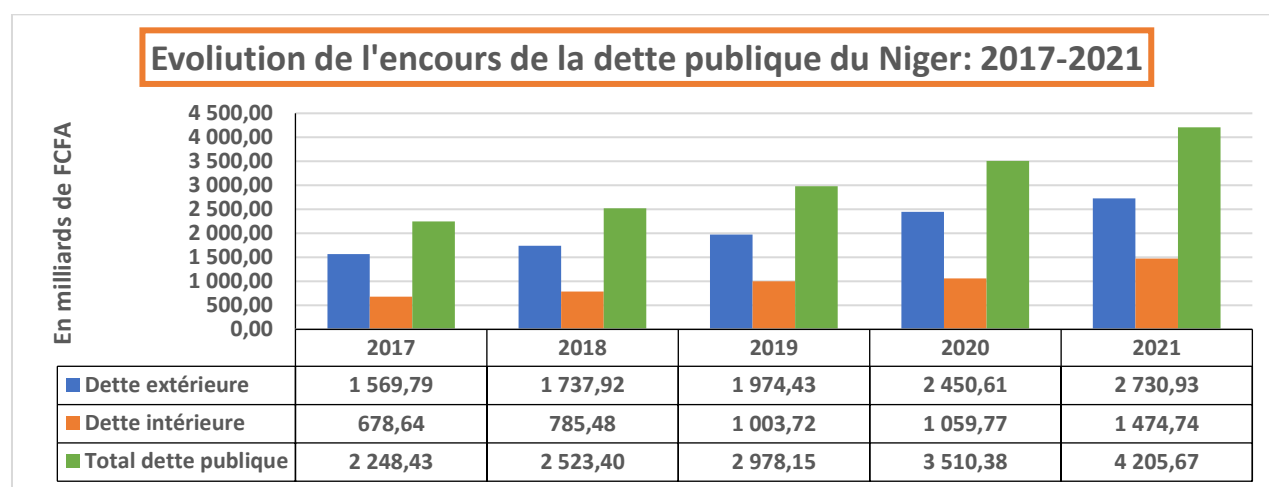
Source des données : Ministères de Finances et FMI

Il est important de souligner que l'encours de la dette intérieure du pays a doublé de 2017 à 2021, passant de 678,64 milliards à 1474,74 milliards en 2021 ; quant à celui de la dette extérieure, il est également sur une pente ascendante, passant de 1569,79 milliards en 2017 à 2730,93 milliards de FCFA en 2021 (**graphique 3**). En outre, en 2023, le Niger devrait enregistrer un encours de la dette rapporté au PIB de 51,30% avant la crise du 26 juillet 2023 (**graphique 2**). Avec la survenance de la crise et les sanctions économiques imposées par la CEDEAO, le pays a enregistré en Août 2023 pour la première fois en 4 ans, un défaut de paiement de 12 milliards sur le marché boursier régional de UMOA-titres. Avec la baisse significative de ses recettes fiscales et non-fiscales, le Niger risque de faire face à d'autres défauts de paiements dans le futur si la crise perdure. En prévision de ces risques d'insolvabilité financière du pays, l'agence de notation Moody's a même dégradé la note du

Niger de Ba¹ à Caa², ce qui signifie qu’au vu de son risque très élevé le Niger empruntera à des taux d’intérêt élevés sur le marché boursier.

Dans le souci de gérer sa dette publique de ma manière rigoureuse et prudente, le Niger a élaboré une Stratégie d’Endettement à Moyen Terme qui couvre la période 2021–2023. Avec cette stratégie, le Niger vise à réduire graduellement l’encours de sa dette publique rapporté du PIB, qui passerait de 51,00% en 2023 pour s’établir à 47,30% en 2024 puis 45,90% en 2025. Toutes ces initiatives auront un impact sur le déficit budgétaire du pays. Avec la crise actuelle et le chamboulement des prévisions initiales, cette stratégie d’endettement devrait être revue.

Graphique 3 : Évolution de l’encours de la dette publique du Niger : 2017-2021



Source des données : Ministère des Finances du Niger

2. État des lieux de la situation politique

En 2023, le Niger a connu un chamboulement majeur au plan politique avec le coup d’État du 26 juillet 2023 et la séquestration continue du Président démocratiquement élu, M. Bazoum Mohammed. Cette situation a entraîné des changements majeurs dans l’architecture gouvernementale du pays dont le plus marquant est la fusion ou l’absorption du Ministère de la Santé Publique, de la Population et des Affaires Sociales, qui intègre désormais le Ministère de la promotion de la femme et de la protection et l’Office Nigérien de population.

En dépit des contraintes auxquelles il fait face depuis plus de trois mois après sa prise de pouvoir par la force, notamment les sanctions économiques et commerciales et la menace d’intervention militaire de la CEDEAO, le régime militaire du CNSP continue de consolider

¹ Les titres de dette notés Ba sont jugés comme comportant des caractéristiques propres à la catégorie spéculative et comme étant exposés à un risque de crédit important

² Les titres de dette notés Caa sont considérés comme affichant une mauvaise qualité de crédit et sont exposés à un risque de crédit très élevé

son pouvoir. Lors de sa déclaration du 19 Août, le Général Tiani a annoncé son intention de conduire une période de transition de trois ans au maximum dirigée par le CNSP et d'organiser un forum national. En outre, des incertitudes persistent quant aux dynamiques au sein du CNSP et sa stratégie, en particulier dans le contexte d'un manque de reconnaissance de la part de la communauté internationale. Dans son intention d'assainir les finances publiques et de lutter contre la corruption, le CNSP a mis en place le 31 Octobre une Commission nationale de lutte contre la délinquance économique, financière et fiscale (COLDEFF), composée de 35 membres. En outre, suite à la suspension de la constitution et des institutions par l'ordonnance du 26 juillet, le CNSP a entamé plusieurs procédures judiciaires, bien qu'il opère dans des circonstances exceptionnelles, notamment la nomination de nouveaux magistrats à la Cour d'État ; ces derniers sont chargés de traiter les litiges administratifs et de fournir des avis juridiques indépendants au gouvernement et au Parlement. Cette mesure devrait permettre de traiter les affaires en suspens et d'éviter leur accumulation. Dans le cadre de la sécurisation du territoire, des nominations stratégiques ont été également effectués, notamment l'affectation de hauts responsables militaires aux gouvernorats et aux départements.

Bien que les multiples efforts en vue de la levée des sanctions économiques et commerciales n'aient pas encore abouti, le Togo a accepté de jouer le rôle de médiateur dans la crise suite aux difficultés rencontrées par l'Algérie dans ses efforts initiaux de médiation. Toutefois, il faut souligner qu'il n'existe pas à ce stade un plan de transition clair, ni d'indications sur un dialogue national pour convenir de la marche à suivre.

3. État des lieux de la situation sociale

2.1 Pauvreté

Au Niger, le niveau de pauvreté dans la population reste relativement élevé malgré la baisse récente, l'incidence de la pauvreté passant de 45,4% (ECVMA³, 2014) à 40,8% (EHCVM⁴, 2018-2019). Cette baisse touche également la profondeur (13,4% vs 11,2%) et la sévérité (5,5% vs 4,3%) de la pauvreté. Il convient toutefois de souligner que la baisse de l'incidence de la pauvreté sur la période 2011-2018/2019, ne s'est pas traduite en une baisse du nombre de pauvres. Au contraire, le nombre de pauvres s'est accru de près d'un million d'individus sur la période sans nul doute du fait de la croissance démographique beaucoup plus importante que la baisse du taux de pauvreté (EHCVM, 2018-2019).

L'analyse spatiale de la pauvreté fait ressortir un écart très significatif entre les milieux urbain et rural. Ainsi, en milieu rural, la pauvreté touche 46,8 % de la population, contre 11,8% en milieu urbain. Au niveau régional, les régions de Dosso (48,4%), Zinder (47,8%), Maradi (46,1%) et Tillabéry (42,3%) se situent au-dessus de la moyenne nationale. Les régions les moins touchées sont : la ville de Niamey, capitale politique du pays, et la région d'Agadez avec respectivement 6,9% et 14,6% d'individus qui sont touchés par la pauvreté.

³ INS, Enquête sur les conditions de vie des ménages et l'Agriculture (ECVMA), Niger, 2014

⁴ INS, Enquête harmonisée sur les conditions de vie des ménages (EHCVM) Edition 1, Niger, 2018.

Il est toutefois à noter que l'incidence de la pauvreté a récemment augmenté en milieu urbain, passant de 9,1 % en 2014 à 11,8% en 2018/2019 (EHCVM, 2018-2019). À contrario, elle a connu une baisse en milieu rural, passant de 52,4% à 46,8% sur la même période. Au total, on note une relative baisse de l'incidence de la pauvreté avec le temps bien que par ailleurs le nombre absolu des pauvres s'est établi à près de 8,9 millions des Nigériens en 2018 contre 8,1 millions. Au regard de l'indice de concentration de Gini, les inégalités de revenus au niveau national se creusent davantage entre 2011 et 2018/2019. La valeur de cet indicateur est passée de 0,31 en 2011 à 0,35 en 2018/2019.

Ces inégalités sont en partie liées aux rapports de genre encore fortement défavorables aux femmes dans le pays. Le Niger se place parmi les pays où le niveau d'égalité femmes-hommes dans l'IDH est jugé bas (écart absolu de la parité des sexes supérieur à 10 %). Ces inégalités sont encore plus perceptibles à travers l'indice d'inégalité de genre (IIG), qui reflète les écarts entre trois domaines (santé procréative, autonomisation et activité économique des femmes), qui montre que le Niger avec un IIG de 0,642 est relativement loin du niveau de l'Afrique subsaharienne avec un IIG de 0,570 (PDES 2022-2026). Cet indice conforme au niveau de développement du genre dans le pays, traduit le faible accès des femmes aux services de santé de la reproduction et leur faible autonomisation économique.

2.2 Emploi et Protection sociale

Au Niger, le taux de chômage au sens du BIT est estimé à 7,9% (ERI/ESI (2017))⁵. Il est de 8,0% chez les hommes et de 7,7% chez les femmes. Le chômage touche beaucoup plus les jeunes de 15-24 ans avec 17,3% que ceux âgés de 15-34 ans (12,2%). Selon le milieu de résidence, ce taux est de 7,0% en milieu urbain contre 8,3% en milieu rural. Le taux combiné du sous-emploi lié au temps de travail et du chômage est évalué à 29,8% dont 35,7% chez les femmes et 27,2% chez les hommes. Cet indicateur est plus élevé chez les jeunes âgés de 15-24 ans avec 36,1% contre 33,7% chez ceux âgés de 15-34 ans. Ce taux est de 28,0% en milieu urbain contre 30,4% qu'en milieu rural.

Toute personne a droit à la sécurité sociale et à un niveau de vie décent (articles 22 et 25 de la Déclaration universelle des droits de l'homme). Ce principe a été constamment renforcé par des normes internationales du travail, notamment la Convention 102 de l'Organisation internationale du Travail (OIT). Comme dans la plupart des pays africains, la couverture sociale reste trop faible au Niger pour réduire sensiblement les inégalités. Pourtant, le droit à la protection sociale fait partie des préoccupations essentielles car, inscrit dans la Constitution du 25 novembre 2010. Bien que le pays figure parmi ceux qui ont une faible couverture sociale, le pays a connu des avancées significatives avec un taux de couverture de 28,75% contre 3% dans les années antérieures⁶. Cependant, en matière d'assurance sociale, le système de couverture

⁵ INS, Enquête Régionale Intégrée sur l'Emploi et le Secteur Informel (ERI-ESI), 2017

⁶ Niger, Diagnostic stratégique PDES 2022-2026 - Revue des Dépenses Publiques en protection sociale, 2019

présente de réelles faiblesses d'où la nécessité de l'étendre à travers la mise en place d'un système de couverture santé universelle.

4. État des lieux de la situation sous-régionale

A l'instar de l'économie mondiale, l'Afrique de l'Ouest a été touchée par les crises récentes, telles que les changements climatiques, la crise de la COVID-19 et les conséquences de la guerre en Ukraine, notamment les pressions inflationnistes qui en ont résulté. Selon le rapport d'Avril 2023 du Fonds Monétaire International (FMI) sur les *Perspectives de l'économie mondiale*, la performance économique de l'Afrique de l'Ouest a repris lentement en 2021, passant à 4,4 %, après la baisse à 0,6 % enregistrée en 2020, en raison de l'effet préjudiciable de la pandémie de COVID-19 sur l'économie. La crise de la guerre en Ukraine qui a suivi a davantage détérioré les perspectives de croissance de la région à travers son impact sur la demande mondiale et sur les prix des produits de base, des denrées alimentaires et des engrais. Le taux de croissance du Produit Intérieur Brut (PIB) de la région s'est établi à 4,5 % en 2022 et devrait augmenter légèrement pour atteindre 4,8 % et 6,1 % respectivement en 2023 et 2024.

Quant au taux d'inflation moyen de la sous-région d'Afrique de l'Ouest, il a dépassé les deux chiffres à partir de 2021, avec un taux d'inflation moyen de 10,3 % et de 12,8 % en 2022. Cette dynamique a été exacerbée dans tous les pays de la région par l'impact de la guerre en Ukraine sur les prix de l'énergie et des denrées alimentaires. Le taux d'inflation moyen devrait légèrement baisser à 11,0 % en 2023 et retrouver un niveau à un chiffre à 7,1 % en 2024.

Concernant les finances publiques, les estimations du FMI (*Perspectives de l'économie mondiale*, Juillet 2023) renseignent que le déficit budgétaire moyen au niveau de la CEDEAO est évalué à 5,1 % du PIB, ce qui suggère une réduction considérable de la marge de manœuvre budgétaire de la région pour faire face aux investissements socio-économiques dans un contexte de crises multiples et d'exigences sociales croissantes.

Le ratio moyen dette publique/PIB est estimé à 67,2%, inférieur au critère de convergence communautaire de 70 %. Toutefois, il a augmenté de 23,2 points de pourcentage entre 2020 et 2023. Cette situation met en évidence les problèmes de viabilité de la dette dans la région de l'Afrique de l'Ouest. Il n'existe cependant pas de réponse cohérente à l'échelle mondiale au problème croissant de la dette, frappant en particulier les pays en développement.

Au-delà des effets négatifs des crises récentes, la recrudescence des menaces d'insécurité et des crises politiques demeure un défi majeur pour les pays d'Afrique de l'Ouest. Selon le Centre d'Études Stratégiques de l'Afrique⁷, la sous-région a connu une série de coups d'État et de changements anticonstitutionnels de gouvernement entre 2020 et 2023, souvent menant à diverses sanctions qui ont affecté les populations. La situation sécuritaire est également restée précaire, en particulier au Burkina Faso, au Niger et au Mali, en raison d'attaques persistantes contre des cibles militaires et civiles ainsi que les changements de pouvoir par la force.

⁷ <https://africacenter.org/fr/focus-sur/crise-des-putschs-en-afrique/>

IV – Rappel de la vision nationale du développement durable

La vision stratégique du Niger est clairement déclinée dans le document de Stratégie de développement durable et de croissance inclusive (SDDCI) 2035. Précisément, « à l’horizon 2035, le Niger a l’ambition d’être **« un pays moderne, paisible, prospère et fier de ses valeurs culturelles dans une Afrique unie et solidaire »**. Pour concrétiser cette vision à l’horizon projeté, le Niger vise avant tout l’atteinte de l’objectif de développement suivant : **« bâtir un pays moderne, démocratique et uni, bien gouverné et pacifique, ouvert au monde, ainsi qu’une économie émergente, fondée sur un partage équilibré des fruits du progrès »** dont la réalisation découlera de l’atteinte des objectifs spécifiques ci-après : (i) *assurer la sécurité des personnes et des biens sur le territoire national et ses frontières* ; (ii) *développer un secteur privé dynamique créateur et pourvoyeur d’emplois* ; (iii) *maîtriser les leviers de la croissance démographique* ; (iv) *accroître durablement la production et la productivité agricoles* ; (v) *accroître la performance du capital humain* et (vi) *assurer aux citoyens des services publics de qualité*. En tenant compte de ces objectifs spécifiques, la SDDCI s’articule autour de six (06) axes stratégiques suivants : la sécurité du territoire ; le développement d’un secteur privé dynamique ; la maîtrise de la fécondité et de la mortalité infantile ; la dynamisation et la modernisation du monde rural ; le développement du capital humain ; la transformation de l’administration.

Cependant, avec la crise actuelle, les autorités de facto du pays ont promis d’élaborer un nouveau plan de développement, intitulé : le **Programme de Résilience pour la Sauvegarde de la Patrie (PRSP)**, ce dernier vient remplacer le plan quinquennal du pays, le "Plan de développement économique et social". Ce programme comprendra cinq axes, notamment le capital humain ; développement du monde rural ; la croissance économique ; participation citoyenne et inclusion sociale ; et gouvernance, paix et sécurité. A travers ce nouveau programme, les autorités de facto comptent donner une nouvelle orientation au pays. Il va falloir donc s’attendre à un nouveau plan de développement dans les mois à venir.

V. Focus sur le Nexus (Développement, humanitaire, paix et sécurité)

5.1 Développement (capital humain)

5.1.1 Éducation

Au Niger, plus de 50% des enfants de 7 à 12 ans sont hors de l’école ; pour les jeunes de 13 et 16 ans ce pourcentage s’élève à 60 % ; au total, 2 634 271 enfants et adolescents sont hors de l’école. Ce sont majoritairement des ruraux des régions de Maradi, Tahoua et Zinder (PTSEF 2020-2022, 2019)⁸.

Ces disparités entre ruraux et citadins restent très marquées dans le pays. Les enfants ruraux représentent 83 % de la population des 4-24 ans, avec 91 % des jeunes sont non scolarisés. Les disparités en défaveur des ruraux augmentent à mesure que l’on monte dans les échelons du

⁸ Plan de Transition du Secteur de l’Éducation et de la Formation (PTSEF, 2020-2022)

système : les citadins ont 1,5 fois plus de chances d'être scolarisés au cycle de base 1 que les ruraux et 5 fois plus de chances au cycle de base 2.



UNICEF / Islamane

Le système éducatif nigérien continue d'être confronté à plusieurs difficultés, notamment infrastructurelle et sécuritaire. En 2022, plus de 36000 écoles en paillote ont été dénombrées à travers le pays ; ce qui contribue à la propagation rapide du feu lors des incendies et occasionnant dans certains cas morts d'innocents enfants ; en 2021, 25 salles de classe et une vingtaine d'enfants de moins de 5 ans morts lors de l'incendie de l'école « Pays-Bas » de Niamey. La croissance démographique galopante exerce une pression énorme sur les infrastructures existantes et aussi sur le système éducatif avec des taux de scolarisation au primaire très élevés par an.

La dégradation de la situation sécuritaire dans certaines zones du pays, notamment Tillabéry, a occasionné la fermeture de plusieurs écoles. En Mai 2023, le Ministère de l'Éducation Nationale du Niger avait relevé que 921 écoles, dont 891 établissements primaires et 30 du secondaire, étaient fermées dans la région de Tillabéry, soit 79.829 élèves privés de leur droit à l'éducation.

Malgré l'engagement politique affiché et les lois éducatives mises en place, les résultats en matière de l'éducation sont restés alarmants et ne laissent aucun doute sur l'ampleur des inégalités de genre dans le pays. Ainsi, beaucoup de femmes et filles sont laissées hors système parce qu'elles sont soit dans la déperdition scolaire (par manque de niveau) soit déscolarisées à cause des déplacements forcés ou encore non scolarisées pour cause, d'extrême pauvreté et/ou des contraintes sociales (Mariages précoces, culture et tradition).

En outre, en vertu de l'article 10 de la loi sur les réfugiés, les enfants réfugiés continuent d'avoir accès au système éducatif national sur un pied d'égalité avec les enfants et les jeunes des communautés d'accueil. De janvier 2019 à ce jour, la fermeture des écoles due à l'insécurité croissante dans les zones frontalières affecte par conséquent les réfugiés, les personnes déplacées et les communautés d'accueil. Pour 2022-2023, le taux brut de scolarisation (TBS) des enfants réfugiés est de 39 % à l'école primaire et de 9 % à l'école secondaire. En revanche, le TBS des enfants nigériens est de 68 % à l'école primaire et de 20 % au secondaire (en 2022-2023). Le taux d'abandon scolaire des réfugiés et des communautés d'accueil du primaire au

secondaire continue d'être dû à des facteurs tels que les déplacements de population, la priorité limitée accordée à l'accès à l'éducation par le chef de famille, l'absence de programme d'alimentation scolaire, les mariages précoces chez les filles, la dépendance des familles à l'égard du travail manuel effectué par les enfants et le manque d'écoles secondaires à proximité. Pour relever ces défis, l'ancien président avait plaidé et collecté des fonds pour créer de nouveaux internats pour filles dans tout le pays.

Les réfugiés francophones, comme les enfants réfugiés du Mali, même s'ils ont été pleinement intégrés dans les programmes d'éducation nationale, sont toujours confrontés à un taux élevé d'analphabétisme et à un intérêt limité pour l'éducation formelle. Pour les réfugiés anglophones et arabophones, y compris les réfugiés nigériens et soudanais, les enfants inscrits dans le système national d'enseignement primaire continuent de ne pas bénéficier de programmes de transition, ce qui entraîne des taux d'abandon scolaire plus élevés.

5.1.2 Population et Santé

5.1.2.1 Population

Depuis l'indépendance, la population du Niger a été multipliée par près de six, passant de 3,3 millions d'habitants en 1960 à environ 24,5 millions d'habitants en 2022 avec un taux de croissance de plus de 3% par an. Cette croissance de la population du Niger est le résultat du maintien sur plusieurs décennies d'une fécondité élevée (plus de 6 enfants par femme) et d'une baisse assez rapide de la mortalité des enfants de moins de 5 ans qui a été quasiment divisée par trois depuis 1990 pour atteindre 123‰ en 2021 (ENAFEME⁹, 2021). Plusieurs facteurs y sont associés : âge d'entrée à la première union très précoce (plus du quart - 28,1% - des femmes âgées de 25-49 ans étaient déjà en union à l'âge de 15 ans, ENAFEME, 2021) avec son corollaire de grossesses précoces (âge moyen à la première grossesse est de 16 ans) et une faible prévalence contraceptive (10%, ENAFEME 2021).

Cette croissance rapide accroît la part des jeunes dans la population, avec comme conséquence un taux de dépendance démographique qui reste encore trop élevé, il était de 98 % en 1960 et 112% en 2020 (EHCVM 2018/2019). Ce taux est deux fois moindre dans les pays émergents. La dépendance des 0-15 ans n'a jamais diminué depuis l'indépendance du Niger (95,5% en 1960, 104% en 2020). Près de 60% (58%) de la consommation des individus économiquement dépendants sont couvertes par l'excédent de revenu des travailleurs (Rapport NTA 2018).

Des perspectives positives se dessinent toutefois quant à l'amorce de la transition démographique dans le pays. En effet, la fécondité a fortement baissé ; passant de 7,6 à 6,2 enfants par femme entre 2012 et 2021. Ces résultats fort positifs sont en particulier liés au recul significatif du mariage des enfants. La proportion des femmes de 20-24 ans mariées avant 18 ans est passée de 76% en 2012 à 65% en 2021, réduisant ainsi leur contribution à la fécondité globale de 14 à 11%. Ces résultats sont en partie dus à la baisse de la proportion des filles ayant commencé leur vie génésique avant 18 ans, qui passe de 42 à 28% entre 2012 et 2021. Malgré

⁹ Enquête Nationale sur la Fécondité et la Mortalité des Enfants (ENAFEME)

ces résultats importants, les jeunes filles restent exposées aux risques sociaux, sanitaires, économiques, éducatifs ; qui les exposent par ailleurs à la violence, les privent de leurs droits et brisent leur potentiel.

Ayant amorcé le processus de sa transition démographique, les tendances démographiques actuelles devraient permettre au Niger d'ouvrir la « fenêtre » d'opportunités du dividende démographique.

5.1.2.2 Santé

Le Niger a enregistré des progrès notables ces dix dernières années dans le domaine de la santé¹⁰. Selon le Rapport Mondial sur le Développement Humain (RMDH) de 2020, le nombre moyen d'années vécues par les Nigériens (ou espérance de vie à la naissance) est passé de moins de 40 ans dans les années 1960 et 1970, à 44 ans en 1990, puis à 62,4 ans en 2019. Toutefois, le pays reste confronté à une multitude de défis sanitaires dont entre autres, un accès limité de la population aux services essentiels de santé avec près de la moitié (46%) vivant à plus de 5 km d'une formation sanitaire publique, la persistance des maladies transmissibles et non transmissibles, la persistance des maladies à potentiel épidémique, un indice synthétique de fécondité très élevé (6,2 enfants par femme en 2021) dans un contexte de pauvreté estimée à environ 41,23%¹¹ de la population, particulièrement rurale, et des paiements directs élevés (42,5%)¹² pour la quasi-majorité des ménages qui ne bénéficient pas de couverture en assurance maladie.

D'une manière générale le système de santé fait face à plusieurs défis d'ordre structurel et organisationnel, accentués par la série de sanctions imposées au pays par la CEDEAO à la suite du coup d'État militaire du 26 juillet 2023. Ces principaux défis sont résumés comme suit :

- Faible accès de la population aux soins essentiels de santé (54,42% ont accès à une formation sanitaire dans un rayon de 5 km)¹³, ce qui prive près de la moitié de la population aux services de santé de proximité visant à atteindre les communautés les plus reculées par une offre de soins de qualité ;
- Forte dépendance du financement des services de santé de la contribution des ménages ayant un faible revenu et des apports extérieurs, souvent aléatoires et tributaires de conditionnalités institutionnelles ;
- Taux élevé de mortalité maternelle et infanto-juvénile qui influencent considérablement sur les efforts de développement du pays ;
- Insuffisance dans la prise en charge et la prévention des maladies infectieuses et parasitaires qui constituent les principales causes de morbidité et de mortalité au sein des communautés ;
- Émergence des maladies non transmissibles comme l'hypertension artérielle (27,4%), la surcharge pondérale (14,7%), le tabagisme (6,2%) le diabète (2,3%), et les cancers avec respectivement les taux de prévalence indiqués selon l'enquête STEPS réalisée en 2021 ;

¹⁰ La mesure de l'état de santé globale de la population est appréciée par l'espérance de vie à la naissance, indicateur fortement dépendant du niveau de mortalité infantile.

¹¹ Enquête EHCVM-2022

¹² Rapport Comptes de la santé 2021

¹³ Annuaire statistique 2022

- L'insuffisance des plateaux techniques des structures sanitaires à tous les niveaux, particulièrement en ce qui concerne certains équipements et matériels techniques dans les hôpitaux. ;
- Insuffisance de ressources humaines en quantité et en qualité, très mal réparties entre les régions et les districts sanitaires ; la majorité du personnel de santé est en situation de bénévolat et de contractuel peu motivé ;
- Ruptures fréquentes en médicaments, intrants thérapeutiques et en consommables médicaux au niveau des structures de santé du fait d'un système d'approvisionnement rendu plus difficile et peu efficace à cause des retards et de l'insuffisance des financements liés aux sanctions de la CEDEAO ;
- Forte réduction du financement des partenaires extérieurs due essentiellement aux suspensions de certaines coopérations multilatérales et bilatérales pour raison de coup d'État ;
- Insuffisance de contribution de l'État central et des collectivités territoriales au financement de la santé dans un contexte d'insécurité à laquelle le gouvernement consacre plus en plus de ressources financières ;
- Persistance au niveau des communautés de comportements, habitudes et attitudes peu favorables à la santé avec un accès insuffisant à l'eau potable et aux mesures d'hygiène et d'assainissement.
- Absence de véritables mécanismes d'accès à l'assurance maladie, ce qui constitue un obstacle pour l'évolution vers la couverture sanitaire universelle.

Quant au taux d'utilisation des soins curatifs, il a connu une baisse, en passant de 52,6% en 2015 à 49,4% en 2020 (RNV, 2021). Cette baisse s'est en partie aggravée entre le mois de juillet à novembre 2023 à cause de la dégradation des conditions de vie des populations au regard des multiples sanctions infligées au pays par la CEDEAO ayant un impact sur le système de santé. Les principales causes de cette baisse sont la fermeture de certaines formations sanitaires pour des raisons d'insécurité notamment dans les régions de Diffa, Tillabéry et Tahoua et la baisse du revenu des ménages qui dépensent énormément pour les soins de santé

La situation sanitaire reste aussi marquée par la prédominance des maladies transmissibles endémiques et endémo-épidémiques (VIH/SIDA, Tuberculose, Paludisme, Choléra, Méningites, la rougeole, la diphtérie etc.), la rougeole, la diphtérie etc. et l'émergence des maladies non transmissibles (Hypertension artérielle, Noma, Cancer, Diabète etc.). Par ailleurs, l'extrême vulnérabilité du pays entraîne la survenue quasi-régulière des situations d'urgences (crise alimentaire et nutritionnelle, catastrophes naturelles (inondations) ou provoquées) auxquelles le pays n'est pas toujours suffisamment préparé. De plus, les effets du changement climatique sur la santé publique constituent également une véritable menace pour la santé de la population.

En matière de lutte contre les maladies (paludisme, VIH, tuberculose, méningite, rougeole, diphtérie et COVID -19), le Niger a consenti d'énormes efforts. S'agissant de lutte contre le VIH/Sida, le pays a fait beaucoup d'efforts face à cette pandémie avec une incidence qui a baissé entre 2015 et 2020, passant de 0,07% en 2015 à 0,01% en 2020 (RNV, 2021). L'État a mis en place 757 sites, dont 85 sites prescripteurs pour la prise en charge des personnes infectées et 672 sites de Prévention de Transmission Mère-Enfant (PTME) en 2022. Les proportions d'adultes sous ARV ont progressé ; en passant de 53,3% à 79,1% entre 2017 et 2022. Cependant, la proportion d'enfants infectés par le VIH/SIDA sous ARV a connu une faible baisse entre 2017 (39,34%) et 2022 (38,97%). Au total, le nombre de personnes vivant avec le

VIH (PVVIH) sous ARV est de 25.243 dont 8160 (32,32%) hommes adultes et 15.602 (61,80%) femmes adultes et 1481(5,86%) enfants (Annuaire statistique 2022). Cependant, le défi reste la couverture de la prévention de transmission du VIH de la mère à l'enfant qui est passé de 51% en 2015 à 32% en 2022 et le taux de transmission de la mère à l'enfant a augmenté de 25.7% à 26.03% durant la même période (GAM 2022).

Les maladies à haut risque dont la tuberculose et le paludisme ont tendance à augmenter dans le pays. L'incidence de la tuberculose pour 1000 habitants et celle du Paludisme, ont augmenté en passant respectivement de 0,61 en 2015 à 0,9 en 2018 et de 160,48 en 2015 à 198,02 en 2020 ; tandis que le taux de couverture vaccinale en PENTA3 a globalement connu un accroissement depuis 2018 passant de 80% en 2016 à 83% en 2020 (Estimations OMS/UNICEF). En ce qui concerne la lutte contre la tuberculose, malgré les efforts fournis par l'Etat et ses partenaires, le taux de succès thérapeutique de la tuberculose a connu une légère hausse passant de 81% en 2016 à 82,9% en 2019. Concernant le paludisme, l'incidence est restée préoccupante, en passant de 15 961 en 2017 à 19 802 cas pour 100.000 habitants en 2020.

Pour la méningite, les différentes épidémies ont permis d'enregistrer 7 860 cas dont 487 décès soit une létalité 6,20% au cours des quatre dernières années. Ainsi, on observe une nette régression de l'incidence de 2017 à 2020 grâce entre autres à l'introduction en octobre 2017 du vaccin MenA dans la vaccination de routine et dont la couverture ne cesse de s'améliorer avec 14% en 2017, 72% en 2018 ; 96% en 2019 et 94% en 2020. Grâce à ces efforts, l'incidence de la méningite a connu une accalmie sur la période, en s'établissant à 589 cas en 2020. Quant aux incidences du choléra et de la rougeole, elles ont connu des fluctuations sur la période, pour se situer respectivement à 2085 cas (97 décès) au 31 août 2021 et 2 798 cas (13 décès) en 2020.

Pour cette année 2023, la situation épidémiologique a été marquée principalement par les épidémies de rougeole et de diphtérie dont toutes les huit régions du pays ont enregistré des cas. Pour ce qui est de la Diphtérie, à la semaine épidémiologique S45 de 2023, un total de 2 791 cas dont 184 décès (taux de létalité à 6,6%) a été rapporté contre 475 cas dont 46 décès soit un taux de létalité de 9,6% rapportés à la même période de l'année dernière (S1 à S45 de 2022). Pour ce qui est de la Rougeole, à la semaine épidémiologique S 45 de 2023 le pays a rapporté un total de 1820 cas dont 7 décès, soit un taux de létalité de 0,4% contre un total de 13071 cas dont 28 décès soit un taux de létalité de 0.2% au cours de la même période en 2022 (de la semaine 1 à la S45 de 2022).

La situation des autres maladies à potentiel épidémique se présente comme suit : Méningite : de la Semaine épidémiologique S1 à la Semaine épidémiologique S45 de 2023, le pays a rapporté un total de 2287 dont 129 décès soit un taux de létalité de 5,6% contre 1462 cas dont 63 décès soit un taux de létalité de 4,3% à la même période de l'année dernière (de S1 à la S45 de 2022). Pour le Choléra, aucun cas n'a été enregistré dans tout le pays depuis le début de cette année jusqu'à la semaine épidémiologique S45 de l'année 2023. Le dernier cas a été notifié à la semaine 42 de 2022.

Concernant la Fièvre jaune, à la semaine épidémiologique S1 à la semaine épidémiologique S45 de 2023, le pays a rapporté 313 cas dont 1 décès, soit un taux de létalité de 0,3% contre 287 cas dont 5 décès, soit un taux de létalité de 1,7% à la même période de l'année dernière (De la S1 à la S45 de 2022). Le dernier cas positif au test de séro- neutralisation a été confirmé par l'Institut pasteur de Dakar au cours de la semaine 11 de 2023. Ce cas a été rapporté par le

District Sanitaire de Bagaroua dans la région de Tahoua. Une campagne de vaccination réactive y avait été organisée.

Quant à la pandémie de la COVID-19 dont le premier cas a été notifié en mars 2020 par le pays. Cette année, les derniers cas confirmés de Covid-19 ont été notifiés au cours de la semaine épidémiologique S 17. De la semaine épidémiologique S1 à la semaine 45 de 2023, le pays a confirmé un total de 12 cas et 0 décès contre 2028 cas dont 39 décès, soit une létalité de 1,92%, au cours de la même période de l'année 2022 (De la S1 à la S45 de 2022).

Le financement reste un défi majeur du système de santé. Sur la période 2015-2021, le budget alloué au ministère de la santé a connu une baisse passant de 6,58% à 6,29%. Les crédits alloués par l'État sont insuffisants face aux besoins de plus en plus croissants en matière de santé. Sur la période 2015-2022, la part du budget de l'État allouée à la santé est largement inférieure aux 15% correspondant à l'engagement des Chefs d'État africains à Abuja en 2001. Par ailleurs, la contribution directe des ménages en matière de dépenses de santé représente la deuxième source du financement de la santé. Cette contribution est très fluctuante puisqu'elle est passée de 48,79% (184,726 milliards) en 2018, puis à 46,09% (197,670 milliards) en 2019 avant de à 42% en 2022. Toutefois, il convient de souligner que la part de la contribution des ménages reste toujours élevée dans le financement de la santé. Cette situation s'explique notamment par la quasi-absence de mécanisme d'assurance maladie avec seulement environ 10% de la population couverte.

5.1.3 Inclusion financière

Depuis le coup de force du 26 juillet 2023, un nouveau chapitre s'ouvre pour le Niger, empreint de nombreuses incertitudes, poussant les opérateurs privés, les marchés et les bailleurs à un certain attentisme. Cet environnement politique instable accentué par les sanctions économiques et financière de la CEDEAO est de nature à retarder les investissements nécessaires au développement des infrastructures et des services financiers numériques (SFN) au Niger. La situation politique actuelle et ses conséquences ont considérablement affecté les perspectives visant à améliorer l'accès aux services financiers.

5.1.3.1 État de l'inclusion financière au Niger

Le gouvernement du Niger a clairement exprimé son intérêt pour l'amélioration de l'inclusion financière et la réduction de la pauvreté dans son pays, comme stipulé dans sa "Stratégie Nationale de Finance Inclusive (SNFI) 2014-2018. Cette stratégie appuyée par le Système des Nations a été révisée pour la période 2019-2023. Elle accorde une place privilégiée au secteur de la microfinance comme levier d'inclusion financière des populations vulnérables.

Malgré ses efforts au courant des cinq dernières années, en matière d'inclusion financière, l'accès aux services financiers demeure faible et peu décentralisé. Selon la BCEAO en 2021 14% de Nigériens de plus de 15 ans détenaient un compte auprès d'une banque, de toute autre institution financière ou de Mobile Money, loin de la moyenne régionale (UEMOA) à la même période (63,8%) Ce niveau d'inclusion financière et le reflet des contraintes mentionnées précédemment.

En outre, les sanctions financières infligées à l'État nigérien ont entraîné le retrait de certains partenaires à la coopération. Les efforts déjà en cours à travers les programmes de

développement pour améliorer l'accès aux services financiers des populations nigériennes sont en train d'être compromis. De même, les travaux entrepris par les acteurs publics, privés, ainsi que les partenaires techniques et financiers pour une inclusion financière aboutie, sont mis en berne et risquent d'aller au grand ralenti.

5.1.3.2 État du secteur de la microfinance au Niger

Au Niger, comme dans la plupart des pays de l'Afrique de l'Ouest, la microfinance est la principale forme d'accès au financement des populations rurales. Depuis la mise en place de la SNFI, des évolutions ont pu structurer un peu plus cette volonté de développer le secteur de la microfinance. En collaboration avec, l'Autorité de Régulation du Secteur de la Microfinance (ARSM) la banque centrale du Niger a procédé à des fermetures massives d'Institutions de Microfinances (IMF) à l'issue d'une opération d'assainissement du secteur et estimé qu'il n'en reste que 10 qui sont encore viables.

Avec la fermeture des frontières, les petites et moyennes entreprises (PME), principales clientes des institutions de la microfinance, qui s'approvisionnent auprès des pays frontaliers du Niger comme le Bénin et le Nigéria font face à des situations de rupture de stock de marchandise et de commercialisation de leur production surtout agricole. Cette situation érode leur incapacité à rembourser leurs crédits auprès des institutions financières. Cette mesure expose fortement le portefeuille crédit du secteur de la microfinance et anéantit les efforts des autorités publiques et l'appui des partenaires techniques dont bénéficie le secteur sur les cinq dernières années.

À la traîne, le secteur financier devrait encore se contracter, faisant face à une réduction des liquidités disponibles en raison de ces dites sanctions. Tout de même les services financiers numériques et les Sociétés de transfert d'argent (STA) semblent tirer profit de cette situation en se positionnant comme alternatives aux banques et aux institutions de Microfinance.

5.1.3.3 État du marché des services financiers numériques

Le Niger est connecté au commutateur régional nommé GIM (Groupement interbancaire monétique de l'UEMOA), qui relie environ 124 institutions et traite 7,2 millions de transactions pour un montant de 598 milliards de francs CFA. La BCEAO s'emploie actuellement à rendre la région totalement interopérable en interconnectant tous les types de joueurs, y compris les banques, les Émetteurs de Monnaie électronique (EME), les services financiers décentralisés (SFD). Cette dynamique régionale renforcerait davantage l'écosystème financier numérique nigérien et favoriserait dans une certaine mesure l'utilisation du mobile money.

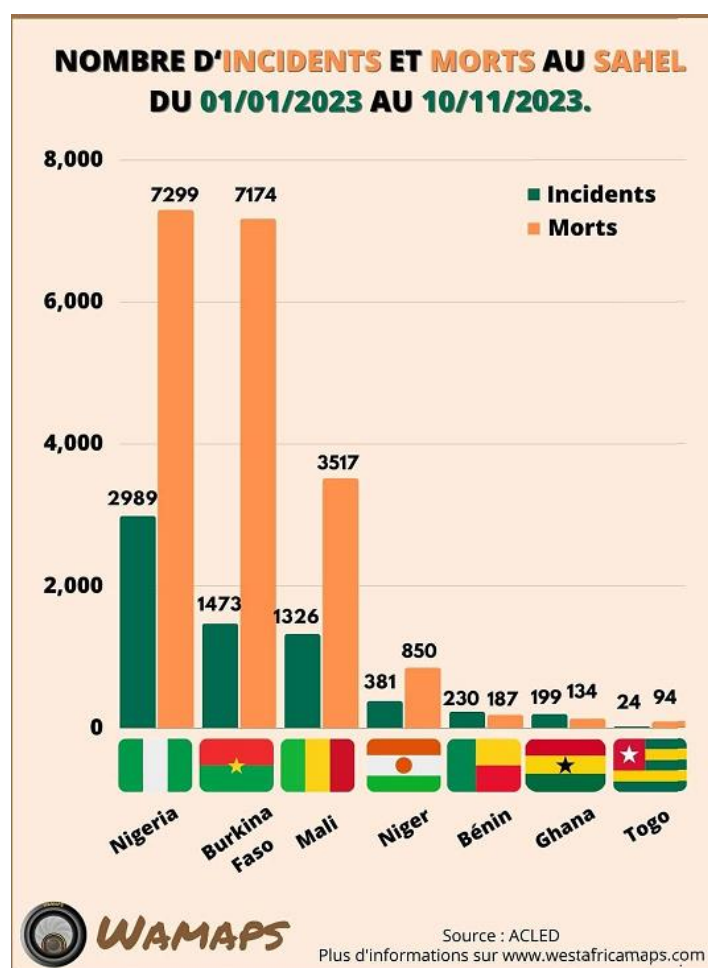
5.2 Gouvernance, paix et sécurité

5.2.1 Aperçu de la situation sécuritaire et gouvernance locale

Le Niger a connu une détérioration sa situation sécuritaire ces dernières années, notamment dans les zones frontalières avec le Nigeria (région du bassin du lac Tchad), le Burkina Faso et le Mali (triangle du Liptako Gourma) où des groupes armés ont établi des bases et mènent des attaques répétées contre les forces de sécurité et les civils. En 2023, sur la période de Janvier

au 10 Novembre, le Niger a enregistré 381 attaques terroristes qui ont occasionné la mort de 850 personnes (graphique #, ACLED, 2023). Dans la sous-région de l'Afrique de l'Ouest, le Nigéria, le Burkina-Faso et le Mali, sont les pays qui ont enregistré les plus grands nombres d'attaques et qui ont occasionné 7299, 7174 et 3517 morts, respectivement en 2023. Avec une allocation de 17,48% du budget national allouée aux dépenses militaires, des progrès notables ont été observés avec la baisse de la fréquence et de l'intensité des attaques contre les populations civiles et militaires.

Graphique # : Nombre d'incidents et de morts au Sahel



Source : ACLED, 2023

Concernant la gouvernance locale, le Niger a mis en place un dispositif d'appui technique à travers la Direction Générale de la Décentralisation et des Collectivités Territoriales (DGDCT) et le Centre de Formation en Gestion des Collectivités Territoriales (CFGCT) et un dispositif financier à travers l'Agence Nationale de Financement des Collectivités Territoriales (ANFICT) pour accompagner les collectivités territoriales. Il faut noter que bien que le processus de la décentralisation soit bien avancé en dépit de nombreuses difficultés dont font face l'État et ses partenaires, notamment la faiblesse de leurs capacités techniques et institutionnelles et l'insuffisance de ressources financières et humaines. Depuis, les événements

du 26 juillet 2023, la communauté internationale a suspendu l'aide au développement vers les structures étatiques. Cela concerne plusieurs coopérations bilatérales et multilatérales, dont les Nations Unies. Les collectivités territoriales sont aussi concernées par ces mesures avec des impacts négatifs sur les économies locales. Car « Outre les subventions plusieurs Partenaires Techniques et Financiers (PTF) apportent un appui technique et un renforcement des capacités aux Collectivités Territoriales à coût de Milliards de FCFA ».

5.2.2 Aperçu de la situation des conflits intercommunautaires : causes et problèmes émergents

5.2.2.1 Causes des Conflits Intercommunautaires au Niger

Depuis plusieurs années au Niger, des conflits intercommunautaires opposent éleveurs et agriculteurs. Toutefois, les gouvernements qui se sont succédés à la tête du pays, avec l'appui des ONGs et des partenaires financiers, ont réussi à circonscrire le phénomène avant qu'il ne réapparaisse avec l'apparition de la crise sécuritaire au Sahel et au Niger en particulier. Ces conflits sont souvent dus à la compétition pour l'accès aux ressources naturelles, principalement les terres et l'eau. Le changement climatique ayant aggravé la rareté des ressources naturelles, cela a intensifié la compétition entre les communautés.

De même, la présence et les activités des groupes armés non-étatiques (GANE) ont exacerbé les tensions existantes entre différentes communautés. Ces groupes attisent la violence intercommunautaire pour leurs propres intérêts et certaines communautés s'accusent mutuellement d'être en lien avec ces groupes, créant une méfiance et une hostilité accrues.

5.2.2.2 Problèmes Émergents Suite au Coup d'État

Le coup d'État a sans doute engendré un climat d'incertitude et de méfiance entre certains groupes ethniques, affectant la gouvernance et la sécurité. À titre illustratif, le 15 août 2023 dans le département de Téra, commune de Gorouol, villages de Bangourou et Tondi-Tcham, un conflit entre éleveurs peulh et sédentaires Sonrhaï a occasionné 59 morts dont 39 Sonrhaïs et 20 peulhs.

Le 16 août 2023, vers 18H 20, département de Téra, commune de Gorouol, aux villages de Bangouro et Tondi-Tcham, deux localités voisines sur le bord de la rive du fleuve, 18 Km à l'Est de Bankilaré, en représailles au conflit intercommunautaire du 15 Août 2023 ayant opposé les peulhs et les Sonrhaïs, deux colonnes de Groupes Armés Non Étatiques (GANE) présumés membres de la communauté peulh sur une cinquantaine de motos et un véhicule, venus de la frontière malienne, auraient fait irruption et ouvert le feu sur les populations civiles de ces deux villages Sonrhaï. Cette attaque aurait entraîné la mort d'au moins 31 civils dont cinq (05) femmes, six (06) mineurs et (20) hommes.

Le même jour, les autorités militaires auraient envoyé un détachement des FDS dans la zone et engagé des poursuites contre les assaillants.

Depuis lors, de violentes rixes ont éclaté entre éleveurs et agriculteurs dans certaines régions du pays, notamment dans les régions de Maradi et de Tahoua, faisant des morts et des blessés graves. Ces tensions risquent de s'aggraver dans les mois à venir si des initiatives en faveur de

la cohésion sociale ne sont pas prises et aussi le vide laissé par les départs de la MINUSMA au Mali n'est pas comblé par les Forces de Défense et de Sécurité (FDS).

En outre, le coup d'État a engendré une polarisation ethnique et politique. À la suite des événements du 26 juillet 2023, certains individus auraient tenté en vain de donner une connotation ethnique à l'action des militaires. En effet, dans des audios diffusés dans les groupes WhatsApp, l'ex conseiller à la sécurité du président Bazoum Mohamed, Monsieur Rhissa Ag Boula, ancien chef de la rébellion touarègues de 1990 à 1997, laissait entendre que le coup d'état militaire était perpétué contre la communauté touareg et par conséquent appelle les touaregs à reprendre les armes avant d'annoncer le 9 août 2023 la création d'un « Conseil de la Résistance pour la République » qui a pour objectif de rétablir l'ordre constitutionnel et de rétablir le Président Bazoum dans ses fonctions. Aussitôt l'annonce faite, plusieurs leaders d'opinion de la communauté Touareg avaient pris la parole pour s'indigner du comportement de Monsieur Rhissa Ag Boula et manifester leurs oppositions à toute tentative de déstabilisation du pays.

Toujours à la suite des événements du 26 juillet 2023, certains militants du PNDS ont tenté d'indexer la communauté Zarma d'être à la base du coup d'état avant de s'en rendre compte que le CNSP regroupe des généraux et des officiers issus de toutes les communautés notamment Haoussa, Zarma, Peulhs, Touaregs et Arabes etc.

Sur un autre registre, les sanctions économiques de la CEDEAO contre le Niger ont particulièrement aggravé les difficultés économiques, accentuant la vulnérabilité des populations. Ce qui pourrait sur le long terme, exacerber les tensions et la méfiance entre les communautés et potentiellement augmenter des actions de représailles entre communautés. Toutefois, il serait judicieux de relever qu'à ce jour, il n'a été enregistré aucune action de représailles contre une communauté de la part de militaires ni des manifestants en soutien au CNSP.

5.3 Humanitaire

5.3.1 Aperçu globale de la situation humanitaire

Le Niger est confronté à plusieurs urgences humanitaires qui défient les capacités de réponse de l'État. La crise humanitaire est persistante et s'aggrave en raison notamment de la crise sécuritaire. Cette dernière est exacerbée par les vulnérabilités socio-économiques préexistantes et l'instabilité croissante dans les pays voisins, ce qui entraîne un afflux de milliers de réfugiés et de déplacés internes ainsi qu'une détérioration de l'accès déjà limité aux services sociaux de base. La population – principalement les enfants et les femmes – est confrontée à la malnutrition, à l'insécurité alimentaire, aux épidémies récurrentes, aux inondations cycliques, à la sécheresse, aux déplacements forcés.

Selon les estimations des partenaires humanitaires, le nombre de personnes vulnérables qui auront besoin d'assistance en 2024 s'articulera autour de 4,5 millions de personnes, soit une augmentation de 5% par rapport aux personnes dans le besoin recensé en 2023¹⁴.

Compte tenu des divers chocs qu'a connu le Niger en 2023, de la persistance des sanctions économiques, de l'insécurité et du changement climatique, les populations déjà vulnérables ont

¹⁴ HNRP 2024

été davantage fragilisées, avec des besoins structurels plus importants. Les régions de Diffa, Maradi, Tahoua et Tillabéri représentent à elles seules près de 60% du nombre total de personnes dans le besoin. Les besoins les plus importants concernent les secteurs de la sécurité alimentaire, la nutrition, l'eau hygiène et assainissement, la santé et la protection.

Les sanctions économiques et commerciales infligées par la CEDEAO et l'UEMOA ont et continuent d'avoir des conséquences énormes sur l'accès humanitaire et l'approvisionnement du pays. Les impacts de ces sanctions sont différents selon les périodes et selon les différentes régions du pays. Les fermetures des frontières, surtout celle du Bénin, ont occasionné des difficultés d'approvisionnement en intrants humanitaires et ont aussi impacté le mouvement des acteurs humanitaires à l'entrée du pays. La suspension des vols UNHAS liée au manque de carburant, a affecté la mobilité des agents humanitaires. Au même moment, il y a eu une intensification des attaques des Groupes Armés Non-Étatiques (GANE) contre les FDS et la population civile dans les zones des trois frontières et celle du bassin du lac Tchad : des affrontements entre les GANE et les FDS, pose d'engins explosifs, attaques des infrastructures sociales de base, incursions des GANE à partir des pays voisins.

Les restrictions bureaucratiques des mouvements des acteurs humanitaires ou des biens à l'intérieur du pays, qui ont réduit les mouvements des acteurs humanitaires dans les zones d'opérations militaires, la limitation des activités humanitaires au chefs-lieux des communes, l'imposition d'escortes militaires pour tous les expatriés sur tous le territoire national, et ont fortement impacté les activités humanitaires. L'application de ces mesures a été différente d'une région à une autre et ont, de ce fait, eu des impacts différents selon les régions.

En conclusion, le Niger fait face à une combinaison complexe de défis sécuritaires, climatiques et sanitaires en 2023, nécessitant des mesures coordonnées pour atténuer les risques et protéger la population vulnérable.

En général, la principale cause des déplacements reste les conflits armés, à Niamey, ce sont les inondations qui sont à la base du déplacement des populations. Selon les autorités, 170 858 personnes (20 150 ménages) ont été touchées par les inondations au 6 novembre 2023. Au moins 52 personnes et plus de 3 000 bovins ont été tués, 15 345 maisons se sont effondrées et 2 200 hectares de cultures ont été détruits. Ces inondations ont eu l'impact le plus important dans la région de Maradi, où plus de 68 600 personnes ont été touchées. À la date équivalente de l'année dernière (23 octobre 2022), le nombre de personnes touchées par les inondations s'élevait à 327 343 (40 746 ménages). Le nombre de personnes touchées par les inondations est inférieur cette année par rapport à la même période de l'année dernière. Toutefois, l'aide humanitaire aux victimes des inondations a été jusqu'à présent largement insuffisante.

Un nombre significatif d'infrastructure des services sociaux de base sont fermées à cause de l'insécurité. Au mois d'août 2023, au niveau national, 990 écoles étaient fermées, affectant 83 729 enfants ; 8 centres de santé intégrés et 21 marches¹⁵. La région de Tillabéri est la plus affectée (921 écoles) suivie par Tahoua, Diffa et Maradi.

5.3.2 Situation actuelle des personnes déplacées de force au Niger

¹⁵ Informations recueillies par OCHA Niger, septembre 2022

Le gouvernement nigérien continue d'admettre sur son territoire des personnes ayant besoin d'une protection internationale, offrant un refuge aux populations fuyant les conflits et la violence. La plupart des réfugiés vivent actuellement en dehors des camps, en milieu rural ou périurbain, et sont intégrés localement dans les communautés d'accueil depuis la fermeture des camps maliens en 2014/15. Il ne reste plus qu'un seul camp de réfugiés à Sayaam Forage (région de Diffa) qui accueille des ménages vulnérables en raison d'un contexte spécifique. Environ 2,5 % de la population totale du Niger sont des personnes déplacées de force.

Au 31 octobre 2023, il y avait 707 133 personnes déplacées de force enregistrées au Niger, dont 290 969 réfugiés, 35 477 demandeurs d'asile, 335 277 déplacés internes et 45 410 autres personnes relevant de la compétence du HCR. Parmi les réfugiés, on compte 57% d'enfants et 82% de femmes et enfants. Parmi ceux-ci on compte également un nombre important de personnes à besoins spécifiques tel que présenté ci-dessous :

Catégories de personnes à besoins spécifiques	Nombre
Enfant à risque	38,612
Besoins en matière de protection juridique	32,101
Femme à risque	24,571
Parent seul	13,297
Besoin médical élevé	6,296
Personnes avec handicap	6,264
Personnes âgées à risque	5,517
Violences sexuelles et basées sur le genre	3,449
Torture	2,353
Besoin de réunification familiale	1,523
Enfant non-accompagné	1,343

Les réfugiés au Niger viennent principalement du Nigeria (68%), du Mali (21 %) et du Burkina Faso (9%) – le reste (~2%) ayant pour origine des pays tels que le Soudan, l'Érythrée, le Tchad et la Somalie. Le reste de la population déplacée est constituée de déplacés internes et de rapatriés nigériens. Les mouvements réguliers de population, y compris les réfugiés et les personnes déplacées, continuent d'être suivis dans la plupart des régions frontalières touchées par le conflit.

La détérioration du contexte sécuritaire dans certaines zones du pays à la suite du coup d'État du 26 juillet a engendré une augmentation du nombre de déplacés internes : entre juillet et fin Aout 2023, plus de 20,000 nouveaux déplacés ont été enregistrés, venant principalement de Tillabéri.

La tradition culturelle des communautés hôtes accueillant des visiteurs, y compris les réfugiés, les éleveurs de migrants et d'autres, continue de favoriser la cohésion sociale au Niger. Les mécanismes de gouvernance coutumière, dirigés par les anciens locaux et les représentants des principales communautés, a fait preuve de résilience et d'efficacité, même lorsque les populations locales sont confrontées à des défis tels que les conflits entre agriculteurs et éleveurs, les événements liés aux chocs climatiques et à l'insécurité associée

aux groupes armés non étatiques. Malgré la pression croissante exercée sur les communautés d'accueil en raison de l'augmentation des mouvements de population, y compris les réfugiés et les personnes déplacées, ces communautés ont fait preuve d'une capacité remarquable à relever ces défis et à maintenir la cohésion sociale. Il faut cependant relever que la durabilité de cette situation reste incertaine, en particulier compte tenu des tensions entre les éleveurs et les agriculteurs, dont certains sont perçus comme soutenant des groupes armés non étatiques. Depuis 2020, la cohésion sociale est restée stable et a été soutenue par divers projets de développement financés par les bailleurs de fonds et mis en œuvre dans les zones accueillant des réfugiés.

Depuis le coup d'État du 26 juillet au Niger, la situation sécuritaire se détériore en raison de la recrudescence des attaques des groupes armés non-étatiques, en particulier dans les zones frontalières. A la date du 20 novembre 2023, aucun mouvement majeur lié à la crise politique actuelle au Niger de populations des zones transfrontalières n'a été observé. Cependant, la recrudescence des activités des groupes armés et une contre-offensive gouvernementale dans des régions comme Tillabéri, Maradi et Diffa ont conduit les autorités à restreindre les mouvements humanitaires et les missions de terrain dans les localités de Banibangou, Sanam, Anzourou et Bankilaré dans la région de Tillabéri. Cette zone accueille environ 170 000 déplacés internes (PDI), près de 42 000 réfugiés maliens et plus de 29 000 demandeurs d'asile burkinabè.

En outre, les mouvements de population transfrontaliers se poursuivent à travers les frontières du pays, avec plus de 6 900 demandeurs d'asile au Niger entre fin juillet et début novembre en provenance du Nigeria, du Tchad et du Burkina Faso. De plus, à la suite du coup d'État militaire au Niger, le Burkina Faso, le Bénin et le Nigeria ont signalé un total de 439 nigériens ayant quitté leur pays à la recherche d'un refuge à l'extérieur du Niger. Par ailleurs, le nombre total de réfugiés maliens expulsés par les autorités algériennes depuis juin 2023 s'élève à 1 298 (267 ménages).

VI. Impacts potentiels de la crise politique sur les ODDs

En 2023, avec une performance globale évaluée à 48,31%, le Niger a réalisé des progrès considérables uniquement dans la réalisation de deux objectifs de développement durable (ODDs), en l'occurrence l'ODD 12 (Consommation responsable) et l'ODD 13 (Lutte contre les changements climatiques) ainsi que des progrès modérés à la réalisation de l'ODD 5 (Égalités du genre), ODD 8 (Emplois décents), ODD 15 (Protection de la Faune et de la Flore terrestres) et l'ODD 17 (Partenariats pour les ODDs). La crise politique actuelle risque d'éloigner le pays vers l'atteinte de plusieurs cibles de ses ODDs.

6.1 Impact de la crise sur la sécurité alimentaire et la nutrition

Au Niger, la situation de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle demeure préoccupante. Elle est exacerbée par des facteurs tels que l'insécurité grandissante, les aléas climatiques, les déplacements de population dus aux conflits, les épidémies, l'accès limité aux services de santé et les impacts socio-économiques de la crise politique récente en juillet 2023. Cette situation d'instabilité intensifie les besoins humanitaires, avec des groupes vulnérables, tels que les

enfants de moins de cinq ans, les femmes enceintes et allaitantes, et les personnes déplacées, confrontés à des défis accrus.

6.1.1 Sécurité alimentaire

Les données de la dernière analyse du Cadre Harmonisé (CH) réalisée en novembre 2023 (résultats préliminaires), sur la période actuelle (octobre - décembre 2023), ont montré que 2,4 millions de personnes, soit 8,9% de la population totale du pays, sont en insécurité alimentaire grave (phases 3 et 4, crise et urgence), parmi lesquels 0,1% de la population nigérienne est en phase 4 (urgence). Le pourcentage de la population en phases 3 et 4 a augmenté de 15% par rapport à la même période en 2022 (octobre - décembre 2022). Les résultats projetés du CH montrent que lors de la prochaine soudure (juin - août 2024), 3,1 millions de personnes, soit 11,7% de la population totale du pays, seront en phases 3 et 4 (crise et urgence). La proportion de personnes en phase 4 (urgence) va doubler, passant de 0,1% à 0,2% de la population nigérienne. L'analyse a aussi mis en évidence que la proportion de la population en phase 3 et 4 est également élevée au sein des villes, avec 8,5% dans la période actuelle (octobre - décembre 2023) et 10,6% dans la période de soudure projetée (juin - août 2024). Il faut aussi noter que dans la période actuelle, la proportion de la population en phase 3 et 4 est plus importante dans les zones à accès limité (18 %) que celles accessibles (7 %). La même tendance est observée pour la période de soudure projetée (22% et 7% respectivement).

La crise politique a déjà réduit les perspectives de croissance économique au Niger, tandis que les sanctions, l'inflation, les retards ou les réductions de l'aide et les performances agricoles inférieures à la moyenne ont un impact sur les moyens de subsistance et l'insécurité alimentaire des populations (source : Résultats préliminaires de l'analyse conjointe Banque mondiale-PAM, 27 septembre 2023).

La suspension des échanges et la fermeture des frontières avec le Nigeria et le Bénin engendrent une réduction de l'offre et une augmentation des prix des céréales importées et d'autres produits alimentaires (en particulier le riz, le maïs et l'huile végétale). Il est à craindre un effet d'entraînement sur les prix des céréales produites localement, telles que le millet et le sorgho, car la demande se déplacera certainement des céréales importées vers ces céréales locales. Les données disponibles indiquent globalement une hausse des prix des céréales locales et importées en octobre 2023 par rapport à octobre 2022 pour le mil (+9%), le sorgho (+19%), le maïs (+22%), le riz local (+14%) et le riz importé (+34%) (source ; SIMA, Bulletin mensuel des produits agricoles n°319 du mois d'octobre 2023). La suspension des échanges aura aussi un impact négatif sur les moyens de subsistance des producteurs nigériens (en particulier des tomates et des oignons qui ont connu une détérioration rapide de leur revenu) et les éleveurs de bétail qui dépendent des exportations vers le Nigeria, ainsi que des personnes qui, de part et d'autre de la frontière, travaillent dans les secteurs du commerce et du transport. Cela contribue également à la réduction des disponibilités alimentaires et de la qualité nutritive des régimes alimentaires des populations.

Les blocus frontaliers entraînent aussi une augmentation du coût des intrants agricoles et zootechniques importés, ainsi que d'autres produits y compris les denrées alimentaires et les produits spécialisés pour le traitement et la prévention de la malnutrition, notamment en raison des coûts élevés de stockage et de la nécessité d'utiliser des itinéraires alternatifs vers le Niger.

Ceci s'ajoute aux perspectives inquiétantes pour la saison agropastorale en cours en raison de graves sécheresses localisées (déficits importants des pâturages et pertes de bétail signalés dans les régions de Tahoua et de Maradi ; préoccupations majeures pour les récoltes dans les régions de Tillabéri et Dosso).

Le gel des opérations bancaires et la suspension de l'aide étrangère y compris humanitaire pour certains bailleurs ont réduit le budget du gouvernement sans aucun signe de reprise rapide, avec des impacts sur les salaires des fonctionnaires et la capacité de réponse humanitaire du gouvernement (y compris les distributions de nourriture pendant la période de soudure et les ventes subventionnées de céréales et d'aliments pour le bétail). Le départ de plusieurs expatriés pourvoyeurs de nombreux emplois locaux engendrera également une diminution des revenus, une augmentation de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire. A cela, il faudrait ajouter les réductions potentielles des envois de fonds des travailleurs émigrés (particulièrement importants pour les ménages vivant dans la pauvreté ou l'extrême pauvreté), du fait des restrictions imposées par les sanctions financières. Les restrictions financières limitent également les opérations et interventions de transfert monétaire (« cash transfer ») sur le terrain au bénéfice des personnes vulnérables en raison du faible accès des partenaires à un flot d'argent comptant suffisant et des bénéficiaires pour le retrait de cet argent dans les points bancaires reconnus.

Les partenaires du Groupe sectoriel sur la sécurité alimentaire ont un besoin d'urgence de \$ US 30 millions pour mettre en œuvre les activités de réponse à la crise prévue jusqu'à la fin de l'année au Niger. Cet écart n'inclut pas les besoins humanitaires supplémentaires dus à la crise politique. Déjà, 1,2 million de personnes – près de 65 % des 1,9 million de personnes ciblées dans le HRP 2023 – ne reçoivent pas l'aide vitale prévue en raison de contraintes financières persistantes. Les ressources disponibles permettent aux partenaires d'aider seulement 700 000 personnes (37 % de l'objectif de HRP) jusqu'à la fin de l'année. La fermeture des frontières et la suspension du financement de certains donateurs ont un impact direct sur les opérations et l'aide humanitaire associée.

6.1.2 Nutrition

Le Niger était déjà confronté à une crise nutritionnelle, avec un taux de malnutrition aiguë globale (MAG) de 12,2 % (supérieur au seuil d'alerte de 10 % fixé par l'OMS) et un taux de malnutrition aiguë sévère (MAS) de 2,4% selon la dernière enquête SMART (novembre 2022). La malnutrition chronique, depuis plus d'une décennie demeure au-dessus de 40% au niveau National, et est passée de 44% en 2021 à 47% en 2022, largement au-dessus du seuil "très élevé" de l'OMS fixé à 30 %. La crise actuelle du 26 juillet 2023 viendrait exacerber la situation nutritionnelle, en particulier pour les zones instables, d'épidémies, difficiles d'accès et celles qui ont accueilli des déplacés internes, les réfugiés et des migrants (Tillabéri, Maradi, Diffa, Tahoua, Zinder et Agadez).

La fermeture de la frontière avec le Bénin entraîne un blocage d'entrée au Niger des intrants nutritionnels pour le traitement de la malnutrition aiguë modérée et sévère et constitue un goulot d'étranglement majeur pour le secteur nutrition. On estime à 225 000 le nombre d'enfants

malnutris (185 000 MAM et 40 000 MAS) qui ne bénéficieront pas d'intrants nutritionnels d'ici la fin décembre 2023 si le blocage sur l'importation des intrants persiste.

Défis majeurs rencontrés dans la mobilisation des fonds nécessaires pour assurer la continuité des soins :

- Les itinéraires alternatifs pour l'acheminement des intrants via le Burkina Faso ou via le Cameroun et le Tchad engendrent d'importants coûts financiers additionnels (par exemple : estimations à plus de US\$ 1 million pour transporter les intrants de 80,000 enfants MAS ; soit 3 mois de soins) et requièrent des arrangements sécuritaires supplémentaires. A la date du 22 novembre, ni le PAM ni l'UNICEF n'ont réussi à mobiliser les fonds pour acheminer les intrants par les itinéraires alternatifs
- Le fret aérien pour une livraison rapide et immédiate est associé à des surcoûts énormes (par exemple : US\$ 5,8 millions intrants et fret pour traiter 30,000 enfants MAS, soit 1 mois de soins) ; aucun financement n'est disponible pour supporter cette voie.

Les risques accrus d'insécurité alimentaire et les difficultés d'accès aux aliments variés engendrés par la hausse des prix augmentent le risque de réduction de la diversité alimentaire des ménages et des individus, notamment des enfants de 6 à 23 mois pour lesquels le taux d'enfants atteignant la diversité alimentaire minimale était déjà très bas avant la crise (8,7% en 2022 contre 23,1% en 2021 selon l'enquête SMART 2022). Cela augmente également les risques de malnutrition sous ses diverses formes. A cela, il faudrait ajouter les risques de malnutrition qui proviendraient de la défaillance de fourniture de paquets minimum d'interventions essentiels du fait de la crise, notamment, des conditions d'hygiène optimales dans les structures de prise en charge et l'approvisionnement en eau potable tant au niveau des centres de santé que dans les communautés, l'intégration synergique des activités de vaccination de dépistage et counseling et autres activités préventives de la malnutrition y compris le maraichage et le petit élevage domestique ou communautaire.

Dans le contexte actuel de raréfaction des ressources exacerbée par la réduction ou l'arrêt des financements de nombreux bailleurs, des efforts importants sont à déployer pour mobiliser les financements pour la fin 2023 et l'année 2024, sachant que le gap financier d'ici décembre 2023 est de \$US 10,5 millions dont \$US 4,7 millions pour les intrants de MAM et \$US 5,8 millions pour les intrants de MAS. Les défis financiers auront aussi un impact sur l'appui aux cantines scolaires qui en plus de contribuer à améliorer la diversité alimentaire des enfants, augmentent leur chance de réussite scolaire.

6.2 Impact sur les droits de l'homme et le genre

La crise politique et sécuritaire actuelle au Niger a un impact significatif sur plusieurs Objectifs de Développement Durable (ODD), en particulier ceux liés aux droits de l'homme et au genre.

6.2.1 Impact sur les Droits de l'Homme (ODD 16 : Paix, Justice et Institutions Efficaces)

En matière des droits humains, le pays a réalisé ces dernières années d'importants efforts. Le taux de couverture des antennes régionales de la Commission Nationale des Droits Humains

(CNDH) est passé de 42,9% en 2018 à 71,4% en 2020. Le taux de traitement des plaintes a également connu une hausse, passant de 42,3% en 2019 à 51,56% en 2020. À l'issue du troisième cycle de l'Examen Périodique Universelle (EPU), le pays a souverainement accepté 248 recommandations sur 254 formulées dont la plupart portent sur les droits civils et politiques, droits économiques, sociaux et culturels, la ratification de certains instruments juridiques internationaux, les droits spécifiques des femmes, des enfants et des autres personnes vulnérables, le respect des droits de l'homme et du droit international humanitaire dans la lutte contre le terrorisme, le changement climatique et autres questions environnementales.

Depuis les événements du 26 Juillet, il faut signaler la pratique des arrestations et détentions arbitraires qui ne sont pas en faveur de la promotion de l'accès à la justice et au respect de l'État de droit. Aussi, les inférences du pouvoir politique sur le système judiciaire mine l'indépendance judiciaire et la séparation des pouvoirs, qui devront pourtant être les piliers essentiels d'un système démocratique favorable à l'espace civique. Les restrictions imposées à la liberté d'opinion, d'expression et de rassemblement pacifique portent atteinte aux droits fondamentaux et limitent l'espace civique. Ces pratiques ralentissent l'atteinte de l'ODD 16.

6.2.2 Impact sur le Genre (ODD 5 : Égalité des Sexes)

Il est documenté une augmentation des cas de Violences Basées sur le Genre y compris le harcèlement sexuel, les agressions et les violences domestiques. En outre, les sanctions économiques découlant de la crise du 26 juillet 2023 ont limité l'accès des femmes et des filles aux services de base. En effet, l'enquête de perception menée par ONU Femmes, entre le 23 août et le 19 septembre 2023, a montré que 2/5 des femmes et 1/3 des hommes craignent la remise en cause de certains droits acquis par les femmes au Niger, tels que les quotas aux postes électifs et nominatifs comme le laisse paraître les nominations gouvernementales et provinciales par les autorités de facto. Selon la même enquête, 1/3 des personnes interrogées ont confirmé que la crise avait augmenté le niveau de violence à l'égard des femmes et des filles, beaucoup plus dans les zones rurales, augmentant ainsi le niveau de leur stress.

Les conclusions issues des données quantitatives et qualitatives et l'évolution des enjeux en lien avec l'égalité de genre et l'autonomisation des femmes au Niger interpellent et obligent à tirer une sonnette d'alarme sur la nécessité de placer les priorités de genre, des femmes et des filles au cœur des réponses à la présente crise.

6.2.3 Impacts économiques

Les sanctions économiques et financières pourraient affecter tous les secteurs de l'économie et plus durement le secteur tertiaire, surtout des services avec la chute en perspectives des activités dans le secteur du commerce, de l'hôtellerie et de l'organisation des conférences. Il faut s'attendre à une révision à la baisse du taux de croissance économique pour 2023 et 2024.

De façon spécifique, la crise politique a induit les impacts suivants :

- **Détérioration des conditions d'accès à l'électricité** : la suspension des transactions énergétiques incluses sur la liste des sanctions de la CEDEAO, contraint les autorités à rationner l'offre d'électricité. La Banque mondiale estime que 25% de la demande de pointe pour la zone ouest (Niamey, Dosso et Tillabéri) et 50% pour la zone centre-est (Maradi, Tahoua et Zinder) n'est pas satisfaite ; l'offre d'électricité est alors rationnée (par exemple, les hôpitaux sont prioritaires) au quotidien.
- **Ralentissement des activités administratives et économiques** : cette situation impacte fortement le cours normal des activités administratives et économiques au niveau du secteur public comme privé ainsi qu'au niveau des ménages. Le secteur de l'hôtellerie est particulièrement touché à cause de la fermeture des frontières.
- **Essoufflement de la croissance économique** : dans sa dernière publication des perspectives économiques (octobre 2023), le FMI a sensiblement revu à la baisse sa prévision du taux de croissance de 2023 pour le Niger, de 7% (avant le Coup d'Etat) à 4,1% (actuellement).
- **Augmentation du niveau général des prix et pour les produits de première nécessité** : le FMI prévoit un taux d'inflation de 4,6% pour cette année, contre une valeur de 3% dans sa publication d'octobre 2022. L'augmentation du niveau des prix est constatée y compris pour les biens de première nécessité. Selon l'Institut national de la statistique du Niger (INS), entre fin juillet et fin août 2023, les prix du riz et du sorgho ont augmenté de plus de 16%, suivis par ceux du blé et du maïs (12%), du mil (6,4%) et la viande (5,2%).
- **Restriction/suspension du financement du développement** : une analyse conjointe de la Banque mondiale et du PAM relève que la suspension des aides au développement des PTFs induirait un manque à gagner de 3,4% du PIB et de 3,05% concernant les appuis budgétaires.
- **Fortes contraintes de trésorerie** : les contraintes de trésorerie ont entraîné une diminution de 40% du budget général de l'Etat ainsi que des retards dans le paiement des salaires des fonctionnaires de l'administration publique. Ce retard est aggravé par les restrictions de liquidités imposées par la BCEAO aux banques locales en application des sanctions de la CEDEAO. Ces dernières ont de plus en plus de mal à satisfaire les besoins quotidiens de retrait de liquidité des clients.
- L'insécurité et les problèmes de gouvernance exerceraient potentiellement un impact négatif sur la réalisation de l'ensemble des objectifs de développement durable. En particulier, la fourniture de services d'éducation (ODD 4-Education de qualité) et de santé (ODD 3-Santé et bien-être), la création d'emplois et les investissements (ODD 8-Emplois décents) en raison du climat d'incertitude et de manque de confiance des investisseurs seront affectés, contribuant ainsi à la baisse de la croissance économique et créant des obstacles majeurs à l'atteinte des ODDs.
- L'insécurité est également à l'origine des déplacements des populations habitant les zones affectées, la perturbation des activités économiques, notamment les activités agricoles, engendrant ainsi un risque de famine et de basculement des populations déplacées dans la pauvreté (défis d'atteindre les ODDs 1-éradication de la pauvreté et 2-Lutte contre la faim).

VII. Impacts de la crise sur les opérations d'UNCT au Niger

7.1 Défis

La crise a engendré de nouveaux défis et priorités nationales et un impact significatif prévisible sur les femmes et les filles. Ainsi, les défis majeurs pour l'atteinte des ODD5 et ODD16 liés aux droits de l'homme et au genre, sont :

1. La sauvegarde des acquis en matière de la participation politique et d'égalité des sexes ;
2. Le renforcement de la résilience en améliorant les moyens de subsistance et les conditions de vie des groupes vulnérables ;
3. L'accessibilité à l'aide humanitaire et aux services essentiels pour les populations ;
4. La proposition d'une réponse holistique et conjointe aux besoins spécifiques des groupes vulnérables ;
5. La mobilisation de ressources conséquentes dans le cadre des programmes conjoints.
6. La crise politique a engendré une diminution majeure des opportunités de financements dans le développement. En effet, plusieurs donateurs ont suspendu leur financement et d'autres sont mitigés et attendent une évolution de la situation. Cependant la mobilisation des ressources dans l'humanitaire se poursuit sans incident majeur.

7.2 Opportunités

Les Nations Unies ont saisi cette opportunité pour mener une enquête auprès de plus de 4781 personnes, dont 1386 femmes et de filles, afin d'évaluer l'impact de la crise politique sur les femmes et les filles. Une analyse de genre a également été menée au sein du système des Nations Unies afin d'évaluer l'impact de la section sur la population, en particulier les femmes et les filles.

1. Amélioration de la synergie des interventions des Agences pour répondre efficacement aux besoins des populations ;
2. Développement d'un programme conjoint de récupération pour aider les femmes et les filles à surmonter les effets des sanctions résultant de la crise politique ;
3. Mobilisation des partenaires non traditionnels pour le financement des actions humanitaires.

VIII. Analyse des scénarii de sortie de crise et des différents risques pour le pays

CONTENU : La matrice se concentre sur les stratégies des deux principales parties prenantes qui rivalisent pour façonner l'issue de la situation après le 26 juillet. En interne, le Conseil National pour la Sauvegarde de la Patrie (CNSP) qui est à l'origine du changement anticonstitutionnel de gouvernement ; et en externe, la partie de la communauté internationale qui soutient la CEDEAO dans son rejet de toute tentative de violation de l'état de droit.

Cinq paramètres interdépendants sont pris en compte pour évaluer la durabilité du PSNC et, par conséquent, la trajectoire du pays : 1) l'efficacité de ses partenariats, 2) sa capacité à

contourner les sanctions, 3) sa viabilité financière, 4) la cohésion des forces armées et 5) le soutien populaire.

Trois niveaux de probabilité catégorisent les scénarios, allant du plus probable au moins probable.

Il est certain que le chemin entre la situation actuelle et le l'horizon à six mois ne sera pas linéaire. S'il existe un dénominateur commun aux scénarii, la communication conflictuelle, le contexte pourra se rapprocher, à un moment donné de la trajectoire, de l'un ou l'autre des scénarii avec une combinaison spécifique des cinq paramètres avant d'atteindre un autre scénarii à la fin de la période envisagée.

8.1 Analyse des potentiels scénarii de sortie de crise

Pour la sortie de crise, quatre scénarii sont envisagés en combinant les stratégies et les paramètres des parties prenantes. Les recommandations correspondantes suivent. Le scénario le plus pessimiste n'est utilisé qu'à des fins d'analyse, mais il est jugé improbable compte tenu de la volonté de toutes les parties prenantes d'éviter les pertes en vies humaines.

1) **Mise en place d'un régime transitoire.** Recommandations : Le Programme de Résilience pour la Sauvegarde de la Patrie (PRSP) annoncé constituerait le nouvel agenda national et remplacerait le PDES 2022-2026, offrant des options pour la reprise de la plupart des activités de l'ONU à articuler dans un cadre de coopération révisé. Les orientations relatives à la planification stratégique des Nations unies pour le développement au niveau des pays dans des circonstances exceptionnelles s'appliquent. Les donateurs se réengageront probablement et les entités des Nations unies se positionneront comme des partenaires de mise en œuvre de confiance avec une présence continue sur le terrain.

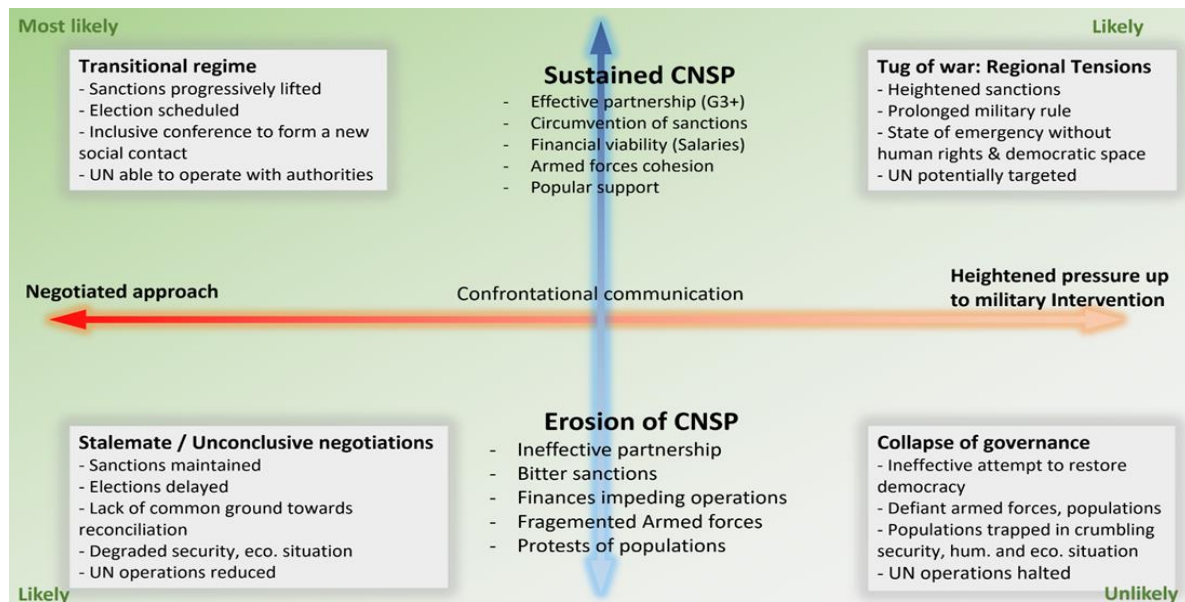
2) **La montée des antagonismes.** Recommandations : Maintenir le profil le plus bas possible dans les opérations et la communication et veiller à une utilisation adaptative des orientations sur l'engagement en étroite consultation avec le siège. La neutralité ne signifie pas le non-engagement. L'identification des canaux de communication serait essentielle pour préserver les opérations de l'ONU. Les activités humanitaires restent possibles et encouragées, le rôle de conseil normatif et stratégique serait suspendu pour laisser la place aux bons offices entrepris aux niveaux régional et mondial. Une capacité de suivi renforcée serait essentielle pour faire respecter les principes des Nations unies et les engagements pris par les pays dans le cadre des instruments internationaux. La capacité de suivi permettrait d'informer les bons offices et d'identifier des niches thématiques et territoriales pour poursuivre les opérations.

3) **Impasse et effritement des positions.** Recommandations : L'isolement n'est pas une option. Le maintien d'une politique de la porte ouverte aux niveaux national, régional et mondial peut offrir aux Nations Unies la possibilité de s'engager et d'accompagner les efforts en vue d'une solution pacifique. La capacité de surveillance permettrait d'informer les bons offices et d'identifier des niches thématiques et territoriales pour poursuivre les opérations.

4) **Effondrement de la gouvernance** associé à une tentative de restauration militaire du président Bazoum. Recommandations : Compte tenu du niveau de risque très élevé, l'évacuation du personnel pourrait être décidée. La situation serait portée au niveau du Conseil de sécurité.

Finalement, la mise en place d'un régime de transition est le scénario jugé le plus probable. Les développements récents tendent à confirmer cette projection sur l'issue de la crise politique au Niger dans les six mois à venir. Au contraire, le rétablissement du gouvernement du président Bazoum n'est plus considéré comme viable à ce stade.

La matrice des scénarii



8.2 Analyse de risques pour 2024

Conflits et mouvements de populations

En 2023, la crise sécuritaire persiste dans les régions de Diffa, Maradi, Tahoua et Tillabéri, avec une intensification des conflits à Diffa et Tillabéri après le coup d'État de juillet. Les GANE accentuent leurs activités dans les départements d'Abala, Filingué et Say, provoquant des déplacements massifs de plus de 430 000 personnes à l'intérieur du pays. Les tensions entre communautés sédentaires et pastorales ont également émergé à Goroual et Dessa en août.

L'établissement de l'Alliance des États du Sahel (AES) en septembre, regroupant le Burkina Faso, le Mali et le Niger, promet de lutter contre les groupes armés non étatiques et la criminalité organisée. Cette alliance pourrait déclencher des opérations militaires coordonnées dans la zone des 3-frontières dans les mois à venir, entraînant de nouveaux déplacements de population.

Inondations

Les actions préventives du gouvernement et des partenaires humanitaires ont contribué à réduire les impacts, mais les inondations pourraient persister en 2024 dans les zones à risque (centres urbains, localités riveraines des principaux cours d'eaux), en raison de l'intensification des précipitations observée ces dernières années mais aussi à cause des aspects structurels qui constituent un défi majeur pour la gestion effective des inondations au Niger.

Épidémies et défis sanitaires

Une épidémie de diphtérie a touché les régions de Maradi, Tahoua, Tillabéri et Zinder, avec 1690 cas et 75 décès jusqu'au 23 octobre 2023. La recherche active des cas se poursuit pour contenir la maladie.

Le choléra reste un problème de santé publique, avec cinq épidémies enregistrées ces dix dernières années. Bien qu'aucune épidémie n'ait été déclarée depuis 2021, les facteurs sous-jacents persistants, tels que les inondations, l'hygiène précaire et l'accès limité à l'eau potable, soulignent la nécessité d'une vigilance continue.

IX. Conclusion et recommandations

La mise à jour de l'Analyse Commune Pays du Niger a révélé que le coup d'État du 26 Juillet 2023 et les sanctions économiques et commerciales ont eu et continuent d'avoir d'énormes impacts sur le pays et aussi les activités opérationnelles du Système des Nations Unies au Niger.

Au-delà du ralentissement de l'activité économique et son impact sur les finances publiques, la crise politique actuelle a un impact énorme sur les groupes les plus vulnérables et risquent de plonger un nombre considérable de personnes dans la précarité et la pauvreté. En outre, la dégradation de la situation sécuritaire dans certaines zones du pays perturbe considérablement l'accès des acteurs humanitaires sur le terrain et par ricochet empêchant ces derniers d'atteindre certains groupes vulnérables.

Outre la perturbation causée à la planification initiale des Nations Unies au Niger, déclinée dans le Plan-Cadre de Coopération (PCC) 2023-2027, la crise politique risque d'éloigner le pays des cibles fixées pour beaucoup de ses objectifs de Développement Durable (ODD) à l'horizon 2023 qui avaient été quelque peu ébranlés par les chocs dus à la Covid-19 et dans une certaine mesure la crise Ukrainienne, notamment les ODD 1 (pauvreté), ODD 2 (la faim), ODD 3 (santé), ODD 4 (éducation), ODD 5 (égalité entre les sexes), ODD 8 (emploi décent), ODD 10 (réduction des inégalités) et ODD 16 (paix, justice et institutions efficaces).

Après les coups d'État du Mali, Burkina-Faso et Guinée-Conakry, le coup d'État du Niger met à nu la fragilité des institutions démocratiques en place dans sous-région de l'Afrique de l'Ouest.

Face à tous ces défis, le Système des Nations doit apporter une réponse limpide et cohérente. Dans le contexte actuel très difficile, les recommandations suivantes sont formulées pour une meilleure efficacité de nos opérations et appuis au pays :

- Une révision du Plan-cadre de Coopération (PCC) 2023-2027 en fonction du scénario et en lien avec le plan stratégique du pays.
- Renforcer la cohésion sociale entre les différentes communautés à travers nos programmes conjoints PBF ;
- Travailler avec les autorités de facto pour faciliter l'accès des acteurs humanitaires aux populations les plus vulnérables ;
- Continuer le plaidoyer auprès des autorités de facto et des pays limitrophes pour faciliter l'entrée des produits humanitaires importés ;
- Mettre en place des programmes de prévention de l'extrémisme, en ciblant en particulier les jeunes et les autres groupes vulnérables.

